

Bangladesh:

les cyclones ne tuent que les pauvres

P. 7

lutte ouvrière

**La fête
en
images**

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 887 - 1 juin 1985 - prix : 6 F

P. 9 à 13

Le match tragique de Bruxelles



**sport
fric
et
sang**

sommaire

Dans le monde

Page 6 :

- Liban : l'offensive des chiites contre les camps palestiniens.

Page 7 :

- Bangladesh : les cyclones ne tuent que les plus pauvres.

Page 8 :

- Italie : vers le référendum sur l'échelle mobile des salaires.

Page 15 :

- Aux Antilles, patrons et préfets contre les grévistes.

Page 14 :

- Brésil : une mini-réforme agraire pour leurrer les pauvres.

En France

Page 4 :

- Les CRS investissent l'usine SKF d'Ivry.

Page 5 :

- Le PCF et la télévision : vive la censure !

Page 16 :

- Alstom Saint-Ouen : débrayages contre un licenciement.

Presles, Penteôte 1985

Pages 9 à 13 :

- Images de la fête.
- Les allocutions politiques.

Loisirs

Page 17 :

- Exposition : *Renoir* au Grand-Palais à Paris.
- Livre : *Mémoires d'Isles* et *Maman N. et Maman P.* d'Ina Césaire.

Pages 18 et 19 :

- Film : *Adieu, Bonaparte* de Youssef Chahine.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

L'ambition de Chevènement :

A chaque chômeur son bac

Très bientôt, un projet de « loi de revalorisation de l'enseignement technique » devrait être examiné par tous ces messieurs qui usent encore leurs fonds de culotte sur les bancs de l'Assemblée nationale. Il s'agirait, selon ce qu'avait annoncé Fabius dans sa dernière causerie télévisée, de ce qui permettrait « un gigantesque bond en avant, fondamental pour la modernisation du pays ». Ou bien encore, selon Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, de « préparer la génération la mieux formée de notre histoire ». Comme on le voit, ils ne lésinent pas sur les effets oratoires pour présenter ce projet !

De quoi s'agit-il ? Essentiellement, de la création pour la rentrée scolaire prochaine d'un nouveau bac professionnel. « Un bac pour un métier », tel est le beau slogan trouvé par les politiciens qui nous gouvernent, pour désigner ce nouveau diplôme, bac qui « débouchera immédiatement sur des emplois » précise le texte du projet de loi. De quels emplois s'agit-il et par quel miracle ces nouveaux « ouvriers bacheliers », selon l'expression de Chevènement, ne seront pas aussi et avant tout des « ouvriers bacheliers chômeurs » ? Le texte évidemment ne le précise pas. Mais, munis d'un bac de « télématique », de « bureautique » ou de « proces-



Chevènement, vantant sa marchandise

sus automatisé », il faut bien reconnaître qu'ils seront des chômeurs dans le vent.

Ce que le texte prévoit, par contre, c'est que ce nouveau diplôme sera préparé à très larges coups de stades en entreprises et que, s'ils déboucheront bien sur des emplois, ce sera d'abord sous la forme de travail gratuit pour les patrons des entreprises concernées !

Certes, Chevènement affiche de l'ambition. Une ambition pour mieux servir les patrons, évidemment, à qui il promet une main-d'œuvre plus qualifiée. Il réclame plus de techniciens, d'ingénieurs, une augmentation de 50 % du nombre de places dans les Instituts Universitaires de Technologie, 80 classes supplémentaires de

BTS (brevets de techniciens supérieurs), la création de cinq universités de technologie...

Mais pour le concret, on commence seulement par annoncer pour la rentrée prochaine la transformation de certains Lycées d'Enseignement Professionnel (les LEP) en Lycées Professionnels tout court (LP), où l'on préparerait le fameux nouveau bac. Bref, pas un crédit, pas un poste de plus, juste un transfert d'étiquette.

Lucienne PLAIN

La bande à Saint-Pierre

Quand il s'agit d'élever des évêques à la « pourpre cardinale », comme il vient de le faire pour vingt-huit d'entre eux, samedi dernier, Jean-Paul II préfère choisir des hommes à son image.

Avec tout le mal qu'il se donne pour aller prêcher à droite et à gauche la résignation et les idées les plus réactionnaires, autant s'entourer de perroquets dont il sera sûr qu'ils sont la parfaite voix de leur maître.

Ainsi, parmi les petits nouveaux, même s'ils ne sont pas toujours de première fraîcheur, il y a les évêques de Boston et de New York, qui se sont fait remarquer en s'opposant, avec Reagan, à l'avortement lors des dernières élections américaines. Il y a l'archevêque de Managua, qui dénonce le plus souvent possible le marxisme, les sandinistes et les persécutions dont il serait victime au Nicaragua et un Ukrainien en exil à New York.

Tous ces gens-là vont aller renforcer le « clan des Polonais », l'équipe de 38 permanents qui s'agitent autour de Jean-Paul II et dont 26 passent paraître leur temps en voyages entre Rome et Varsovie, ou encore tenir la robe du cardinal allemand Rayzinger, qui s'active contre la « théologie de la libération » et les curés « rouges » d'Amérique latine.

Le pape a recommandé à ces nouveaux venus d'avoir « la prudence du serpent et la simplicité de la colombe ». C'est l'arche de Noé avant le déluge !

Mais malgré ces recommandations, vu la sélection, il ne manquera pas d'y avoir des bavures, comme ça été le cas lors du voyage du pape en Belgique dernièrement. Comme le



Le pape remettant la barrette de cardinal à l'archevêque de Lyon

rapporte le *Canard enchaîné* le pape, qui ne tenait pas à faire un bide comme en Hollande, avait été entouré d'une claque choisie dans la mafia espagnole, l'Opus Dei. Ces petits jeunes gens bien propres, dans leur zèle à applaudir et à brandir des pancartes au passage du pape, bien dans l'axe des caméras de télévision, ont bousculé des catholiques belges visiblement trop réservés à leur goût !

Jean CHANCELLE

Mini-vignette et maxi-tarifs

Devant l'augmentation du nombre des véhicules dont les propriétaires circulent sans être assurés, le gouvernement a décidé de rendre progressivement obligatoire dans les prochains mois l'apposition sur le pare-brise d'une vignette attestant le paiement de l'assurance auto.

Jusqu'alors, les accidents causés par des véhicules non assurés étaient pris en charge financièrement par un fonds de garantie alimenté par un prélèvement sur les cotisations des assurés. En bonne logique, les primes devraient donc baisser. Pas question, a immédiatement déclaré le porte-parole de la Fédération des assureurs.

Depuis deux ans, la plupart des compagnies qui pratiquent l'assurance auto sont redevenues largement bénéficiaires. L'UAP et le GAN viennent même d'annoncer des bénéfices records pour 1984.

Mais les assureurs, qui bénéficient d'un marché protégé puisque l'assurance est obligatoire, ne se verront pas dresser de procès verbal pour tarifs abusifs.

P.V.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

LE MATCH TRAGIQUE DE BRUXELLES

Sport, fric et sang

Trente-huit morts, cent quarante blessés ; comment oublier l'horreur des scènes diffusées en direct par la télévision dans le stade du Heysel à Bruxelles ? En quelques minutes, on a vu des gens écrasés, piétinés, étouffés, des blessés frappés à coups de barre de fer, des corps ensanglantés gisant sur la pelouse, des morts par dizaines, des scènes d'horreur et de folie. On a peine à le croire, tant c'est fou et odieux.

Alors pourquoi ? Comment ? Les responsables, tout le monde les a désignés : ce sont les voyous anglais, surexcités par l'alcool, qui se sont défoulés sur les supporters italiens ; ces hooligans dont la réputation n'est plus à faire, qui à chaque match déclenchent des bagarres en Angleterre.

A vrai dire, en Italie aussi la violence est au rendez-vous des matchs de foot. Mais « c'est prévu », paraît-il, et la police est là en force.

A Bruxelles aussi, la police était là. 700 policiers pour garder un seul stade. C'est bien que les organisateurs savaient que des bagarres étaient possibles. Mais ils ont pris le risque de rassembler 20 000 supporters anglais, 15 000 Italiens, 35 000 fans, surexcités comme chaque fois.

Car il faut bien remplir les stades, des stades géants qui peuvent accueillir des dizaines de milliers de personnes.

Oui, il faut les remplir à tout prix. Car le football n'est pas seulement un sport et un spectacle. C'est aussi d'immenses intérêts financiers, des capitaux investis qui doivent rapporter. Le football doit être rentable pour les organisateurs de matchs, pour les entreprises qui s'en servent comme support publicitaire, pour les chaînes de télévision qui s'assurent les retransmissions.

Alors, pour que ça marche, pour que le grand cirque fasse son plein de spectateurs, pour que la foire aux muscles rapporte, le simple sportif ne suffit pas. Il faut des vedettes et, quand on a les vedettes, il faut encore plus de spectateurs pour faire encore plus d'argent. Alors on agrandit les stades et, pour les remplir, on entretient tout un climat passionnel. On monte des clubs de fans, avec leurs signes distinctifs, fanions, slogans, casquettes, uniformes même. Les médias, les journaux, la radio, la télé, contribuent quotidiennement à développer cet esprit de rivalité de clocher et, surtout, de chauvinisme exacerbé. Et puis ceux qu'on a ainsi transformés en « fans », on organise leurs déplacements à chaque match, pour qu'ils suivent leur équipe. Et lorsqu'une équipe devient l'emblème de tout un pays, avec ses centaines de

clubs de fans, les organisateurs ont des milliers, voire des dizaines de milliers de gens prêts à se passionner parfois jusqu'à l'hystérie pour leur équipe « nationale » et qu'ils peuvent déplacer d'un bout à l'autre de l'Europe et même du monde, pour remplir leurs stades.

Alors oui, il y a des gens assez fous pour s'abandonner à cette folie collective.

Il y en a même de plus en plus. Car le développement de la crise et du chômage augmente le nombre de ceux qui cherchent à oublier que cette société ne leur offre aucune perspective, en s'identifiant aux succès éventuels de « leur » club, de « leur équipe nationale », et en y ajoutant au besoin l'exaltation provoquée par la bière et l'alcool.

On pouvait croire jusqu'à mercredi qu'il n'y avait que dans les pays pauvres du Tiers Monde que cela pouvait pousser des hommes à la folie meurtrière. Mais il n'en est rien.

Seulement, si à Bruxelles ces pauvres types, voyous de Liverpool ou d'ailleurs, furent les acteurs directs du drame, il y a derrière eux des gens très raisonnables qui n'ont eu aucun scrupule à les chauffer à blanc, à les enrôler pour Bruxelles, à les convoyer en cars et les amener à pied d'œuvre pour pouvoir profiter de leur fric.

Le rassemblement de milliers de hooligans à Bruxelles ne s'est pas fait spontanément, il a été soigneusement organisé par des gens qui n'ont qu'un but : se faire du fric.

Mais dans cette société ce ne sont jamais ceux qui profitent qui sont responsables. Et aujourd'hui ceux-ci disent qu'ils n'ont jamais voulu « ça » et que la police n'avait qu'à faire son travail.

Mais c'est pourtant tout leur système qui veut cela ! Ça s'est déjà produit ailleurs et cela se reproduira encore. Tant qu'il faudra que le sport rapporte, tant qu'il faudra à tout prix remplir les stades.

Et mercredi à Bruxelles, après qu'on eut relevé quarante et un morts sur le terrain, c'est tout à fait logiquement que le match s'est déroulé envers et contre tout, comme si de rien n'était. Il fallait que le spectacle continue, car l'argent des places avait été empoché ; et les contrats de publicité, les contrats de retransmission télévisée, il n'était pas question de les annuler.

Il fallait continuer à faire du fric. Il n'y a que cela qui compte, dans leur société pourrie.

Arlette LAGUILLER

Régie RENAULT

18 000
suppressions
d'emplois
d'ici la fin 86

Georges Besse, le P-DG de la Régie Renault, vient d'annoncer qu'il devrait y avoir 18 000 emplois en moins chez Renault d'ici la fin 1986. C'est-à-dire 8 000 départs de plus que les 10 000 programmés d'ici la fin 1985.

Le P-DG a paraît-il ouvert la séance du Conseil d'administration où il donnait cette information en affirmant : « Il n'y aura pas de licenciements secs ».

Peut-être. Même cela reste à voir. Il y aura les pré-retraites, l'aide au retour pour les travailleurs immigrés, sans doute des primes pour les départs « volontaires », et des « congés formation-recherche d'emplois », suivis ou non de « congés de conversion ».

Cela veut dire qu'on obligera tous les travailleurs de 55 ans et plus, voire ceux de 54 ans, à prendre leur retraite. Beaucoup en seront sans doute heureux. Mais tant pis pour les autres, ceux qui ont des bas salaires et encore des enfants à élever, par exemple, et pour lesquels ne toucher qu'une

retraite au lieu d'un salaire peut être dramatique !

Cela veut dire qu'on poussera les travailleurs dehors, qu'on exercera sur eux toutes les pressions, tous les chantages, pour qu'ils « acceptent » de partir « volontairement » avec un peu d'argent ; et, s'ils résistent, qu'on leur fera suivre des stages bidons qui ne font que reculer — en n'étant payés qu'à 70 % de leur ancien salaire — l'échéance du chômage.

Ces techniques-là de licenciement, le gouvernement et le patronat les ont maintenant bien mises au point. Elles ont fait leurs preuves dans la sidérurgie, à Creusot-Loire ou dans des entreprises nationalisées comme la Thomson. Elles ont permis jusqu'à maintenant d'éviter les vagues, d'éviter de prendre de plein fouet la colère des travailleurs licenciés.

Et c'est bien d'ailleurs là le seul soutien du gouvernement. Car toute cette panoplie de mesures n'est absolument pas faite pour garantir le niveau de vie des travailleurs, pour les protéger du

chômage. Non, elle sert uniquement au patronat et au gouvernement à lanterner les travailleurs, à leur faire croire que les échéances peuvent être reculées, jusqu'au moment où les licenciés se retrouvent impuissants, coupés des autres travailleurs, éparpillés, isolés dans des stages ou chez eux. Elle sert à permettre au patronat de se débarrasser des travailleurs par petits bouts, pour éviter qu'ils ne réagissent collectivement.

Car c'est bien là la seule chose que les patrons craignent, la seule chose qui peut les empêcher de mener leurs plans à bien : la réaction collective des travailleurs.

Alors, plutôt que de se laisser remiser sur des voies de garage, plutôt que d'espérer en d'illusoires « solutions » qui sortiraient d'on ne sait quelles négociations, les travailleurs ont intérêt à se préparer à lutter pendant qu'ils sont encore forts, pendant qu'ils sont encore ensemble.

Sylvie FRIEDMAN

Une menace du gouvernement contre tous les travailleurs

Mardi 28 mai, ce sont des dizaines de CRS qui ont investi l'usine SKF d'Ivry pour y déloger... trois occupants !

Dans la matinée, une manifestation de plusieurs centaines de personnes se formait dans Ivry et se heurtait aux CRS qui barraient l'accès à l'usine. La bagarre fut rude et les CRS n'hésitèrent pas à frapper violemment y compris un manifestant à terre, comme le montre la photo publiée dans *L'Humanité* du lendemain. Une nouvelle manifestation, plus nombreuse, se déroula l'après-midi dans les rues d'Ivry.

Cela faisait 19 mois que la CGT gardait, avec une poignée de militants, cette usine dont tous les travailleurs avaient été licenciés. Et elle n'avait plus la force ni d'imposer quoi que ce soit au patron, ni de s'opposer à une intervention de la police.

Mais il faut bien dire que, à l'époque où il aurait été possible d'engager une lutte contre les licenciements et peut-être même d'entraîner d'autres

travailleurs à se battre eux aussi contre la politique du patronat et du gouvernement, les dirigeants de la CGT ne voulaient pas organiser les travailleurs pour une lutte sérieuse, car ils ne voulaient pas gêner le gouvernement auquel participaient encore les ministres communistes...

Aujourd'hui, la CGT n'hésite pas à s'en prendre au gouvernement et à appeler les travailleurs à se mobiliser contre les mauvais coups de celui-ci. Et même si ce n'est pas le souci de défendre réellement les intérêts des travailleurs qui dicte soudain cette politique à la CGT, il est certain que les travailleurs ont intérêt à réagir de toutes leurs forces.

Car ce n'est pas par hasard que le gouvernement s'est livré à ce déploiement de force à la SKF. Le jugement ordonnant l'évacuation de l'usine date du 25 novembre 1983. Et pendant un an et demi le gouvernement n'a pas bougé, alors que la



Les CRS au moment de l'évacuation de l'usine

SKF réclamait l'évacuation de son usine. Si le gouvernement a envoyé 100 CRS contre 3 occupants, ce n'est certainement pas pour récupérer une usine vétuste. C'est pour faire savoir à tous les travailleurs de ce pays qu'il est prêt désormais à utiliser la manière forte contre les travailleurs. Et ce coup de force, quel-

ques jours avant l'annonce de licenciements massifs chez Renault, n'est sûrement pas un hasard. En tout cas, c'est bien comme une menace envers eux tous que les travailleurs doivent le prendre, et ils peuvent dès maintenant se préparer à rendre coups pour coups. Car s'ils sont organisés, et non isolés,

les travailleurs auront non seulement la force de démontrer au gouvernement et aux CRS qu'ils ne sont pas en terrain conquis dans les usines et les quartiers ouvriers, mais aussi la force de faire reculer les patrons et leurs valets de ministres.

Dominique CHABLIS

Plus de deux ans de « luttes » organisées par la CGT... sans les travailleurs !

C'est le 14 mars 1983 que le Conseil de surveillance de la SKF annonçait sa décision de fermer le site d'Ivry, trop vétuste à son goût, pour concentrer sa production à Saint-Cyr en Indre-et-Loire et à Fontenay-le-Comte en Vendée. 80 mutations dans ces sites étaient proposées, le reste des travailleurs d'Ivry devaient partir.

Au départ, les travailleurs étaient assez mobilisés et bien décidés à ne pas se laisser faire.

C'est à 150 qu'ils envahirent à Clamart (92) le Comité central d'entreprise du 24 mars, puis à plus de trois cents qu'ils bloquèrent le pont d'Ivry le 14 avril, à l'appel de la CGT, très implantée dans l'usine. Le 21 avril, ils manifestaient à nouveau dans Ivry.

Mais un mois déjà était passé. Les manifestations dans Ivry, organisées en accord avec les autorités de la ville, soigneusement encadrées par les responsables CGT, mais dont personne ne parlait dans les médias, finirent par lasser les travailleurs.

Le 9 mars, la CGT appelait à une journée de grève pour aller manifester au ministère de l'Industrie. Cent cinquante travailleurs participèrent à la manifestation et la CGT obtint une promesse de réu-

nion avec le ministère de l'Industrie et celui de l'Emploi (à l'époque Jack Ralitte).

En fait, les ministres concernés étaient bien décidés à entériner le plan de la direction SKF. Mais les dirigeants de la CGT entretenaient l'illusion que le gouvernement n'accepterait pas.

A aucun moment, les dirigeants de la CGT n'ont réuni les travailleurs pour discuter et décider avec eux de la meilleure façon de mener la lutte. Ils décidaient seuls, sans consulter ni les travailleurs ni les autres organisations syndicales, et ils appelaient ensuite les travailleurs à appuyer leurs initiatives ou les actions engagées par eux seuls.

Par exemple, c'est un jour de chômage technique, le 24 mai, que la CGT décidait, avec 80 militants, de bloquer le train de la gare d'Ivry. Le 30 mai, vingt militants empêchaient le chef du personnel et le directeur d'entrer dans l'usine. Le mécontentement monta parmi les travailleurs envers de telles méthodes, d'autant que la CGT avait placardé une affiche affirmant que l'action avait été décidée par six cents travailleurs de l'usine. Le 31 mai, les travailleurs arrêtaient même spontanément le travail pour discuter de la situation.

Ce sont les responsables

CGT, aussitôt accourus, qui réussirent à faire reprendre le travail, non sans s'être fait copieusement prendre à partie par les travailleurs mécontents qui leur reprochaient de ne pas vouloir s'en prendre au gouvernement alors qu'il appuyait à fond la direction.

Le 16 juin, la CGT parvenait encore à emmener une centaine de travailleurs manifester à Clamart, à l'occasion d'une nouvelle réunion du Conseil de surveillance.

La CGT se battait pour « sauver le roulement à billes français » (SKF est suédois à près de 100 %), et même pour le roulement ivryen. Il faut « produire ivryen », comme l'écrivait le journal local du PC, et obtenir donc le maintien de l'usine d'Ivry. Non seulement les travailleurs n'y croyaient pas, mais c'était évidemment le genre de revendication qui ne pouvait guère permettre d'étendre la lutte aux autres travailleurs de la région parisienne, pourtant touchés par les mêmes problèmes.

Mais là n'était pas la préoccupation de la CGT. En juin, elle se préoccupa de chercher des commandes pour l'usine d'Ivry. Elle emmena ainsi le 2 juin une trentaine de travailleurs à Renault Choisy, pour protester contre les contrats que Renault passait avec le concurrent de SKF, la SNR,

qui, qui plus est, est filiale de la Régie. Puis le 28 juin, c'est à Peugeot Sochaux que 50 travailleurs partirent en car, pour réclamer des commandes pour Ivry, alors que Roland Peugeot est membre du Conseil de surveillance de la SKF.

En juillet et en septembre, la CGT se mit à proposer des plans de production à la direction qui s'en moquait bien.

Le 13 octobre, les travailleurs apprenaient en lisant *L'Humanité* que cinq cents d'entre eux avaient décidé que l'usine serait placée sous surveillance par la CGT. Réunion houleuse à l'usine, que le responsable CGT préféra quitter plutôt que de s'expliquer.

Le lundi 20, les travailleurs trouvaient les grilles fermées gardées par vingt militants. La CGT avait décidé la grève. Il n'y avait plus que cent vingt personnes à l'assemblée, et trente travailleurs seulement suivirent la CGT au ministère. La CGT était parvenue, par ses méthodes antidémocratiques et sa politique absurde de confiance envers le gouvernement, à décourager tout le milieu combatif qui la suivait jusque-là.

Et le 28 octobre, lorsqu'on apprit que le gouvernement acceptait le licenciement des 450 travailleurs qui restaient

encore à Ivry (les autres avaient accepté les mutations proposées ou avaient pris leur compte), cela ne surprit personne et les travailleurs savaient bien que c'était fini.

Le 2 novembre au matin, ils trouvèrent à nouveau les grilles fermées. 60 à 80 militants et sympathisants CGT étaient dans la cour. La CGT appelait les travailleurs à se réunir. La plupart restèrent dans la rue.

Et c'est devant 150 personnes que la CGT annonça qu'elle avait décidé l'occupation. Aucun vote n'eut lieu, l'AG a duré cinq minutes. Les travailleurs repartirent, pour toujours cette fois. Et la CGT commença une occupation qui dura des mois, sans perspective, avec quelques dizaines de militants, dont le nombre se réduisit encore au fil des mois.

A la SKF, la tactique de la CGT a été de tout faire pour que les travailleurs ne prennent pas conscience de leurs propres forces, de leur capacité à se battre et à se faire craindre de tous ceux, patrons et gouvernement, qui voulaient les jeter à la rue. Et au fil des mois, les travailleurs ont perdu confiance et les militants se sont retrouvés totalement isolés.

D.C.

« Vive la censure ! »

Ainsi le PCF a obtenu gain de cause : le jury d'honneur de la Haute-Autorité de l'audiovisuel a décidé que le film de Mosco, *Des terroristes à la retraite*, évoquant la Résistance durant l'Occupation de la France par l'armée allemande, ne serait pas diffusé à la télévision comme il était prévu, le 2 juin prochain.

Dès l'annonce de la programmation de ce film, le PCF protestait violemment, le dénonçant comme calomniateur à son encontre et falsificateur de l'Histoire, sous prétexte qu'il émettait une autre opinion sur le sujet que celle officiellement agréée par lui. De toute façon, les téléspectateurs n'auront pas le loisir d'en juger par eux-mêmes, puisque le PCF a si bien joué des pieds et des mains qu'il a obtenu sa censure.

Nous ne savons pas, bien sûr, si ce film est marqué de l'anticommunisme dont l'accuse le PCF, ni quelles ont été vraiment les intentions de son auteur. Ce que l'on sait du moins, c'est ce qu'ont déclaré certains interviewés du film, anciens résistants et, pour certains, toujours membres du PCF, comme Jacques Faber qui déclarait : « *J'estime que ce film n'est pas anticommuniste* ». Mais, même le serait-il, de toute façon, que cela ne justifierait pas plus l'attitude actuelle du PCF.

Le film présente des témoignages recueillis auprès d'anciens résistants, racontant leurs attentats commis contre les nazis à par-

tir de 1941. Rien de bien neuf. Mais là où le bât blesse le PCF, c'est lorsque le film aborde l'affaire Manouchian, qui fut le dirigeant arménien d'un groupe de 22 résistants. Tous furent arrêtés par les nazis à la fin de 1943 et exécutés le 21 février 1944. Voilà pour les faits connus. Mais qu'un journaliste et qu'un historien se permettent, au cours du film en question, de laisser entendre que le PCF serait responsable de leurs morts parce qu'il les aurait sciemment abandonnés, refusant de les aider à se cacher alors qu'il les savait traqués par les nazis, ce n'est pas admissible pour les censeurs de la place du Colonel-Fabien.

Le film n'apporte évidemment aucune preuve, émet seulement une opinion, soulignant quand même, paraît-il, au passage, que le groupe Manouchian était l'un des groupes de Francs Tireurs et Partisans de la Main-d'Oeuvre Immigrée (FTP-MOI) dont les membres étaient juifs pour la plupart, et tous étrangers. Ce qui rendrait, selon certains, d'autant plus plausible l'attitude qu'aurait eu alors à leur égard un PCF bien tricolore.

Mais, au lieu d'en discuter, le PCF a tenu à faire interdire l'émission, à imposer de cette façon autoritaire sa propre version des faits. Des faits datant de quarante ans et dont on ne saura probablement rien de plus que ce qui a déjà été dit et écrit. Mais des faits qui laissent, en effet, bien des zones obscures, bien

des ignorances sur ce qu'a été vraiment la Résistance et l'attitude des uns comme des autres : l'attitude de ceux qui s'indignent aujourd'hui à propos du PCF d'ailleurs, aussi bien que l'attitude du PCF lui-même, dont la politique, elle aussi, était menée au nom du nationalisme français et au nom de la haine envers l'ensemble du peuple allemand. De tout cela, oui, il faudrait discuter, publiquement, ouvertement, y compris à la télévision.

Mais non, la seule façon que le PCF ait trouvé pour se faire entendre, c'est tout simplement la censure, l'interdiction du film à l'antenne. Comme si les téléspectateurs n'étaient pas capables de se faire une opinion, de confronter plusieurs points de vue, de juger par eux-mêmes, bref n'étaient pas majeurs mais seulement bons à suivre à la télévision les matchs de foot ou les tirages du Loto.

La vérité historique ? Rien à voir ici quoi qu'en dise *L'Humanité* du 30 mai, qui ose se féliciter de l'issue de l'affaire, parle de « *l'exigence de vérité et de justice* » qui aurait ainsi triomphé, et crie victoire. Drôle de victoire que celle d'avoir obtenu des autorités qu'elles fassent fonctionner les ciseaux d'Anastasia ! En tout cas, la seule, bien lamentable, que le PCF ait jamais été capable d'obtenir des socialistes depuis 1981...

Lucienne PLAIN

Dimanche 16 juin

Fête de Lutte Ouvrière à Grenoble

Amis et lecteurs de la région grenobloise, dès maintenant réservez votre dimanche 16 juin. Ce sera la fête de Lutte Ouvrière.

Elle se tiendra à Pont-de-Claix, au jardin de ville « Le Coteau ». Un banquet est prévu à 12 h.

Puis, à partir de 14 h, la fête se poursuivra avec des jeux, animations, débats, cinéma, coin des sciences, expositions... comme chaque année. Et un spectacle avec Octave, India et Archange (rock), Gloria et Kalifa (chants et danses d'Amérique latine et d'Afrique).

Dès maintenant réservez votre repas et votre carte d'entrée !

Alors, rendez-vous dimanche 16 juin !

La catastrophe du camping des Beaumelles :

Pour quelques places de plus ?

Onze morts (dont cinq enfants) et six blessés : telles sont les victimes de l'écroulement d'un mur de soutènement du camping des Beaumelles à Saint-Cyr-sur-Mer dans le Var. Un mur d'une trentaine de mètres de long sur trois de haut qui, dimanche matin 26 mai, à l'heure où les campeurs prenaient leur petit-déjeuner pendant que d'autres dormaient, s'abat-tait tout d'un bloc sur tentes et caravanes installées à ses pieds. « *Ils ont voulu gagner des emplacements au camping ; ils ont mordu sur la colline ; et voilà le résultat !* » déclaraient des témoins devant l'amas de parpaings de béton, de ciment, de ferrailles et de plastique dont n'étaient pas encore dégagés tous les corps des victimes.

Dans ce camping de 2 600 places — véritable petite ville de toile et de caravanes — le mur achevé en février dernier devait permettre en effet de dégager un emplacement susceptible d'accueillir une cinquantaine de campeurs supplémentaires. Le gérant

affirme que sa construction visait à interdire le glissement de la colline et donc à assurer une meilleure sécurité des campeurs. Mais le mur, a-t-on appris, n'avait pas fait l'objet d'un permis de construire. De plus, il présentait des fissures inquiétantes, fissures qui ont été signalées au gérant du camping, au début de la semaine précédant le drame, par un campeur qui avait refusé quant à lui de s'installer à sa proximité.

Les mois d'été sont ceux de l'afflux des vacanciers dans les stations de bord de mer, et tout particulièrement de la Côte d'Azur. Et ce qui est certain, c'est que c'est aussi le temps où, pour certains propriétaires de camping, il faut « faire sa saison » en quelques mois sur le dos de tous ceux venus chercher le soleil. Dans les campings, on est alors bien loin de rechigner à rentabiliser au maximum le terrain — un terrain qui vaut de l'or sur les bords de la Méditerranée —, à entasser les campeurs, à gagner de la place par tous les moyens, même si l'on



Les restes d'une caravane après l'effondrement du terrain.

n'augmente pas en conséquence les conditions de sécurité, d'hygiène, de confort ; et même quelquefois s'il s'agit d'une place bien précaire, comme la catastrophe de Beaumelles vient de le montrer.

La préfecture du Var a annoncé que tous les cam-

pings de la région seraient inspectés. Après coup, une fois de plus. Une enquête est ouverte, pour déterminer les responsabilités dans ce qui vient de coûter onze morts et six blessés. Mais pour commencer ce sont les deux ouvriers qui ont construits le mur du

camping qui ont été interrogés dans les locaux de la gendarmerie. Ce qui pré-sage bien mal de la suite... Il est vrai que, dans cette société où le pognon est roi, il est plus habituel de s'en prendre aux lampistes qu'aux vrais responsables.

L.P.

La rançon payée par un peuple combattant pour avoir renoncé à la révolution sociale arabe au nom du micronationalisme palestinien

Depuis une semaine, la « guerre des camps » s'est rallumée dans les quartiers pauvres de Beyrouth, dans ce qu'on appelle « la ceinture de misère » où, depuis dix ans, tant de massacres ont déjà été perpétrés.

Il y a trois ans, en 1982, c'étaient des chrétiens maronites encadrés par l'armée israélienne, puis lâchés dans les camps palestiniens de Sabra et Chatila, qui avaient massacré indistinctement femmes, enfants, vieillards désarmés. Cette fois-ci, ce sont les milices musulmanes chiites, servant de supplétifs aux armées libanaise et syrienne, qui, lâchées dans les mêmes camps de Sabra et Chatila, massacrent tous ceux qui sont susceptibles de porter une arme. Mais dans ces camps, tous les rescapés de 1982, c'est-à-dire tout le monde, hommes, femmes, enfants, vieillards, sont susceptibles d'être armés !

Alors, c'est la guerre et les massacres dans les camps palestiniens : une guerre opposant cette fois des Arabes pauvres à d'autres Arabes pauvres. Des massacres plus sinistres que jamais, parce qu'ils creusent un abîme de sang et de soif de vengeance entre frères de misère. Car ces chiites, que l'Etat syrien envoie délibérément massacrer ce qui reste de combattants palestiniens au Liban, sont ceux-là mêmes qui vivaient et combattaient aux côtés des Palestiniens, il y a dix ans, contre les milices fascistes de la bourgeoisie libanaise.

QUAND CHIITES ET PALESTINIENS ETAIENT CÔTE-A-CÔTE

Dans les années 1960 à 1970, ces musulmans chiites étaient ces paysans pauvres venus du Sud-Liban grossir les bidonvilles de Beyrouth et s'entasser dans les mêmes camps que les Palestiniens réfugiés. Les populations palestinienne et libano-chiite étaient mêlées dans les camps et formaient toutes ensemble la main-d'œuvre à bon marché grâce à laquelle la bourgeoisie libanaise se constituait des fortunes rapides.

La Beyrouth des riches devint littéralement ceinturée de bidonvilles ou de camps de



Des familles palestiniennes réfugiées dans un parking souterrain de Beyrouth Ouest.

réfugiés. On ne distinguait plus très bien qui était libanais et qui était palestinien. Tout ce peuple de pauvres se fondait en un seul peuple de chômeurs, d'ouvriers mal payés, de gens vivant de petits métiers ou des secours de l'ONU ; des gens de plus en plus unis par la même haine de classe envers les riches Libanais, dans ce pays qui compte un riche pour dix mille miséreux.

Il y a dix ans, il n'y avait pas de fanatisme religieux chez les chiites pauvres. Il y avait par contre un formidable sentiment de révolte contre la mince couche de riches privilégiés libanais. Et ces Libanais pauvres, qui se sentaient alors plus pauvres que chiites, voyaient tout naturellement dans la cause de leurs frères d'armes dans les camps, dans la cause palestinienne, la cause de tous les Arabes pauvres, de tous les Libanais pauvres.

Il a fallu moins de dix ans pour qu'une guerre sociale opposant les pauvres du Liban à la bourgeoisie libanaise se

transforme en une guerre confessionnelle, entre chrétiens et musulmans d'abord, puis entre Arabes pauvres eux-mêmes, entre Chiites et Palestiniens.

Ce qui, il y a dix ans, aurait pu devenir une révolution sociale victorieuse au Liban, a rapidement dégénéré en une guerre civile confessionnelle.

Et les affrontements confessionnels barbares d'aujourd'hui au Liban sont le résultat d'une révolution avortée, dévoyée par ceux en qui les combattants palestiniens et libanais avaient confiance.

ARAFAT ET LA PEUR DE LA RÉVOLUTION

En 1975, Yasser Arafat mit tout de suite des limites à l'insurrection libanaise dont les combattants palestiniens auraient pu être le fer de lance. Il déclarait en juin 1975 : « *Tout ce qui se passe au Liban est injustifiable. La révolution palestinienne sait pour sa part que le véritable champ de bataille se trouve en Palestine et qu'elle ne peut tirer aucun bénéfice d'une bataille marginale qui la détournerait de son véritable chemin* ». Une bataille marginale, cette guerre civile de 1975 qui pouvait déboucher sur la révolution sociale au Liban et rendre les combattants palestiniens invincibles en leur donnant comme alliés les millions de déshérités arabes, non seulement au Liban mais dans tout le Moyen-Orient ? Yasser Arafat savait bien que la guerre civile sociale

au Liban n'était pas marginale, comme il le prétendait, mais au contraire susceptible de déclencher une situation révolutionnaire irréversible au Moyen-Orient. Seulement lui aussi avait peur de la révolution. Pour des gens comme Arafat, la cause palestinienne ne peut pas dépasser leurs ambitions politiques particulières : un siège à l'ONU, la reconnaissance diplomatique par les régimes en place et si possible un territoire minuscule à diriger, autant de victoires politiques pour l'élite palestinienne qui passent avant la victoire véritable des peuples.

C'est pourquoi, en 1975, l'OLP et son leader Yasser Arafat ne considéraient pas la lutte des Libanais pauvres comme la leur, alors même que la population libanaise avait fait sienne la cause palestinienne. Arafat ordonna alors aux Palestiniens présents au Liban d'attendre l'arme au pied que les milices phalangistes massacrent les ouvriers, les travailleurs, les pauvres de la ceinture de misère de Beyrouth et désarment la gauche libanaise. Et cela, au moment même où les Phalanges fascistes de Gemayel montraient que, pour elles, fedayins palestiniens et Libanais arabes étaient tout un.

Et la direction révolutionnaire que les masses pauvres du Liban n'ont pas trouvée du côté d'Arafat, elles ne l'ont pas trouvée non plus, bien sûr, du côté des notables de la gauche libanaise.

L'OLP A TRAHI LES CHIITES ET LES PALESTINIENS

Cette dérobade politique de la part de l'OLP et de son leader Arafat fut une véritable trahison de la population libanaise insurgée aux côtés des combattants palestiniens. Car les Palestiniens et les Libanais pauvres, ensemble, avaient une chance exceptionnelle de l'emporter.

Les dirigeants palestiniens comme Yasser Arafat ont toujours refusé de prendre la tête de la révolte des peuples arabes contre leurs dictateurs, afin de préserver leurs alliances avec les dirigeants arabes, en sachant bien pourtant qu'à tout moment ces faux alliés pouvaient devenir des massacreurs de Palestiniens.

Ces massacres avaient pourtant commencé avec Hussein de Jordanie, il y a 15 ans, qui fit massacrer des milliers de combattants palestiniens croyant à sa protection. Et ça a continué avec la Syrie qui, au Liban, se charge depuis dix ans de continuer le sale travail que l'armée israélienne ne réussit pas à terminer.

Non, les Etats arabes ne veulent pas d'une force arabe supra-nationale forte, capable

de vaincre, capable de susciter la contagion révolutionnaire chez tous les pauvres du monde arabe. Car ils craignent la révolution.

Alors, à chaque fois que les combattants palestiniens deviennent un peu trop forts dans l'un de ces pays où ils ont dû se réfugier, il se trouve toujours un de ces régimes arabes, censés les accueillir et les protéger, pour les faire massacrer, en utilisant, en attisant les préjugés nationalistes et religieux qui divisent les pauvres entre eux.

Le drame des Palestiniens est cela même qui aurait pu assurer leur victoire : c'était de représenter une force qui les dépassait eux-mêmes, d'être le catalyseur révolutionnaire de la misère du monde arabe. Faute d'avoir voulu la seule victoire possible pour son peuple tant redouté, Arafat s'est contenté, s'est satisfait d'être le chef professionnel d'un peuple vaincu.

Seulement les peuples, les prolétaires, paient toujours très cher les occasions manquées de vaincre leurs oppresseurs et leurs exploiters. La bourgeoisie, les dirigeants des cliques en place ne leur pardonnent jamais d'avoir été forts, d'avoir failli être plus forts encore, d'avoir été trop proches de la victoire, d'avoir menacé de si près leurs positions, leurs privilèges et leurs ambitions.

Alors, après 1975, les Palestiniens du Liban furent réduits à leur seule force militaire. Ils ont été depuis attaqués successivement par tout le monde : la Syrie, l'armée israélienne et ses supplétifs, à nouveau par la Syrie (s'appuyant cette fois sur des dissidents palestiniens qui acceptaient de se subordonner à l'Etat syrien), enfin désormais par les milices chiites dirigées par des intégristes musulmans réactionnaires, acceptant eux aussi de jouer le jeu de l'Etat syrien.

Et le fait que désormais les masses arabes pauvres du Liban soient enrôlées par différentes organisations populistes et religieuses réactionnaires constitue la sanction politique la plus grave de la trahison politique de l'OLP vis-à-vis des Arabes pauvres. Et la logique de ce renversement politique des masses libanaises pauvres était qu'on puisse les retourner contre leurs frères palestiniens. C'est ce qui est arrivé. C'est ce qui s'est produit lors des derniers massacres de Sabra et Chatila.

Cela montre, hélas, après qu'il eut porté tous les espoirs des opprimés du monde arabe, le terrible isolement auquel est réduit aujourd'hui le peuple palestinien. Car il ne suffit pas d'être un peuple combattant. Encore faut-il savoir choisir ses véritables alliés.

Huguette CHEVIREAU



Deux miliciens chiites emmenant un combattant palestinien du camp de Sabra.

Les cyclones ne tuent que les plus pauvres

Des milliers de cadavres flottant dans les eaux du golfe du Bengale. 5 000 morts, 25 000 disparus, selon les chiffres officiels. 40 000 ou plus, selon d'autres estimations. Un demi-million de paysans privés d'abri.

Si les conséquences des cyclones et des inondations qui ravagent périodiquement le golfe du Bengale prennent une telle ampleur, ce n'est qu'à cause de l'immense pauvreté qui

règne dans ce pays. Car l'arrivée de ce cyclone et le raz de marée qu'il a soulevé, balayant les îles du golfe du Bengale, était prévisible. Et d'ailleurs les météorologues l'avaient repéré et signalé plusieurs jours à l'avance. Mais un pays pauvre comme le Bangladesh n'a pas eu les moyens de déplacer en quelques jours la population des régions menacées, et les quelques bâtiments d'abris existants sont dérisoires. Alors, le

gouvernement militaire du général Ershad avait même trouvé, semble-t-il, plus simple de ne pas prévenir la population du danger. Plus de deux mille marins-pêcheurs étaient sortis en mer, alors que le cyclone approchait des côtes. On ignore encore leur sort. Ce cyclone-là, pourtant, n'était pas particulièrement fort. Mais s'il a fait autant de victimes, c'est que les vagues qu'il a soulevées n'ont pas eu de peine à submerger ces îles à fleur d'eau que le dépôt des alluvions et des sables forment et défont dans l'embouchure commune du Gange et du Brahmapoutre. Or sur ces îles dangereuses, aux terres particulièrement pauvres, ce sont des dizaines de milliers de Bengalis qui viennent s'installer. Ils n'y trouvent que des conditions de vie précaires, y pratiquent une agriculture à bas rendements. Ils y sont non seulement à la merci périodiquement des cataclysmes naturels, mais aussi en permanence à la merci des bandes armées des gros propriétaires fonciers qui les rançonnent ou pillent leurs récoltes. Mais c'est le seul endroit où des centaines de paysans sans terre, évincés de l'arrière-pays, trouvent où survivre dans ce pays de 140 millions d'habitants, l'un des plus pauvres du monde, avec une densité de population de 709 habitants au kilomètre carré (contre 100 en France par exemple).

Et mercredi dernier, cinq jours après le passage du cyclone, on ignorait encore tout des cinq mille habi-

tants de l'île de Saint-Martin, des vingt à trente mille cultivateurs de l'île de Monpura, de huit des dix mille habitants de l'île de Tcharcherk...

Les gouvernements des pays riches versent aujourd'hui quelques larmes hypocrites sur le sort des populations du Bengale. Ils vont envoyer quelques secours. Mais il ne s'agit là que d'une aide symbolique pour se dédouaner.

Quant aux avions supersoniques, aux flottes d'hélicoptères, aux immenses moyens dont disposent les différents Etats des pays les plus riches de la planète, les puissants de ce monde en ont trop besoin pour mener leurs sales guerres contre les peuples. Les paysans du Bengale en détresse n'auront droit qu'aux secours bien insuffisants obtenus par les appels à la charité internationale. Ils auront faim, ils seront plus misérables, plus désespérés encore.

Le comble, c'est qu'un nouveau cyclone menaçant la même côte a été annoncé. Aucune mesure de secours massif n'a été annoncée. Aucune grande puissance occidentale n'a déclaré qu'elle déclençait une sorte de plan ORSEC, qu'elle mettait en place un pont aérien pour évacuer ces populations en détresse risquant de connaître une seconde fois le cauchemar. Et pourtant, en d'autres circonstances, où leur pression militaire était en jeu, ces grandes puissances ont montré qu'elles

étaient capables de tels exploits.

Non, les victimes n'auront droit, pour l'essentiel, qu'aux images télévisées diffusées dans le monde entier à l'heure du repas du soir...

Les mêmes villages de ces îlots du delta commun au Gange et au Brahmapoutre inondés par le raz de marée avaient été ravagés de la même façon en 1970. Il y a avait eu au moins 250 000 morts. Les populations affamées s'étaient révoltées. Des troubles révolutionnaires avaient menacé. Le régime pakistanais, trop discrédité, avait fini par accorder l'indépendance à ce qui s'appela désormais le Bangladesh. Mais le Bangladesh est resté pauvre, misérable. Le régime est toujours une dictature militaire. Il connaît les mêmes corruptions, il fait preuve de la même incurie, de la même impuissance devant ces catastrophes naturelles qui ne sont fatales qu'aux plus déshérités, à ceux qui n'ont d'autre choix que de s'installer dans les zones dangereuses, vulnérables, inondables...

Les sinistrés du Bangladesh ne devront compter ni sur la sollicitude des dirigeants de leur pays, ni sur une véritable solidarité humaine internationale.

Seul un raz de marée révolutionnaire sauvera enfin les pauvres de la planète de ces raz de marée qu'on dit naturels et dont les seules victimes ne sont jamais que les plus pauvres.

Olivier BELIN

CISJORDANIE

Les colons israéliens libérés des prisons israéliennes

En ce moment, se déroule à Jérusalem le procès des membres d'un groupe terroriste juif anti-arabe. Des députés de droite ont demandé leur amnistie et quelque trois mille manifestants ont revendiqué le 27 mai dernier la libération immédiate de ceux que Shamir, le chef du Likoud, la seconde composante de la coalition gouvernementale, a qualifiés « d'honnêtes patriotes juifs ».

Pour réclamer cette amnistie, la droite et l'extrême-droite israéliennes s'appuient sur le fait que le gouvernement israélien vient de libérer et d'autoriser à rentrer chez eux, en Palestine, dans la Cisjordanie occupée et intégrée à Israël, quelques centaines de Palestiniens retenus dans les geôles israéliennes depuis des années ou des mois et libérés par anticipation dans le cadre de l'accord conclu entre le gouvernement israélien, le gouvernement syrien et le Front Populaire pour la Libération de la Palestine, accord organisant un échange entre 3 soldats israéliens faits prisonniers au Liban et 1 150 Arabes, jugés comme terroristes en Israël ou prisonniers de guerre également.

Seulement, en même temps, les extrémistes israéliens, les colons juifs qui se sont installés en Cisjordanie pour essayer de rendre impossible toute discussion sur les droits du peuple palestinien sur la Palestine, multiplient les actes d'intimidation parfois violents contre les familles des ex-prisonniers ou directement contre ceux-ci, pour essayer de les contraindre à quitter le pays.

C'est le rabbin Moshe Leivner, le fondateur du « Bloc de la foi », mouvement raciste et fascisant, qui a donné dès le 21 mai dernier le signal de ces manifestations en venant perturber, les armes à la main, le rassemblement qui s'était formé pour accueillir les prisonniers libérés.

Ces provocations continuent, sous l'œil bienveillant de l'armée israélienne qui, même appelée pour protéger les Palestiniens, se montre complaisante pour les colons qui font ce que nombre des dirigeants de l'armée aimeraient sans doute bien faire : contraindre à l'exil des militants palestiniens, nouveaux pôles possibles de la résistance palestinienne à l'occupation.

Sylvie FRIEDMAN

Après Bhopal, Algesiras

A la suite d'une fuite de gaz survenue sur un pétrolier japonais battant pavillon libérien, qui déchargeait sa cargaison dans le port espagnol d'Algesiras, vingt et une personnes ont été tuées, douze portées disparues et trente-cinq blessées. L'explosion de ce pétrolier a mis le feu à un deuxième, qui chargeait de l'essence à une dizaine de mètres de là.

Cet accident, qui est le plus grave survenu dans un port espagnol, aurait pu avoir des

conséquences encore plus dramatiques si l'incendie s'était propagé à la raffinerie voisine, dont plusieurs ouvriers ont été tués. C'est en effet en pleine ville que sont installées cette raffinerie et les installations de déchargement.

Les armateurs qui font circuler sous des pavillons de complaisance, qui leur permettent d'échapper à tout contrôle, des rafiots acquis ou loués à bas prix, transformés en bombes flottantes par la cargaison

qu'ils transportent, utilisent un personnel sous-payé et peu qualifié. Mais les explosions succèdent aux marées noires et les Etats laissent faire. Tout comme ils s'accommodent, pour ne pas gêner les capitalistes, de la présence en pleine ville d'installations dangereuses dont l'incendie pourrait causer des centaines de milliers de victimes. Après Seveso, Mexico, Bhopal et Algesiras, où le dieu du fric assassinerait-il la prochaine fois ?

P.V.



Le pétrolier après l'explosion.

Mieux vaut être riche et exonéré que pauvre et imposé

Reagan vient de présenter un nouveau numéro d'acteur, sur le thème de la diminution des impôts. Officiellement, selon le scénario écrit par ses conseillers, il s'agit de jouer au cow-boy sur le thème : « **Je vais libérer les Américains du carcan de la fiscalité qui les opprime** ». Mais quand un Reagan s'occupe des Américains, c'est comme quand un Mitterrand parle des Français ou un Kohl des Allemands : ça signifie les riches. Et en l'occurrence les projets fiscaux de Reagan vont faire beaucoup plus de bien aux coffres des milliardaires qu'au porte-monnaie des pauvres et des travailleurs du rang.

Annoncées comme devant profiter à tout le monde, les mesures proposées consistent à faire des cadeaux aux plus fortunés en soutirant l'argent à ceux qui ne le sont pas du tout. Il y a actuellement aux Etats-Unis quatorze taux d'imposition différents, qui s'échelonnent de 11 à 50 %. Selon le projet de Reagan, il n'y en aurait plus que trois : 15, 25 et 35 %. Autrement dit, les plus imposés verraient leurs impôts réduits de pratiquement un tiers et ceux qui étaient dans la plus

petite tranche les verront augmenter, dans la plupart des cas, d'un tiers.

Un projet d'autant plus inique qu'aux Etats-Unis l'impôt sur le revenu frappe même les très petits salaires. Certes, Reagan propose, pour se donner un air compatissant, de relever le seuil en dessous duquel il n'y a pas d'impôt. Mais ce seuil est tellement bas que, même s'il est doublé comme il en est question, cela ne permettra pas aux salariés d'échapper à l'impôt. Ils paieront même beaucoup plus qu'avant. Quant aux chômeurs, aux invalides du travail, ils paieront désormais aussi, car les prestations qu'ils touchent seront désormais imposées. Enfin, les impôts fédéraux et les impôts locaux, qui sont généralement bas et non progressifs, vont augmenter eux de façon variable selon les localités.

La nouvelle proposition réduira les taux maximum d'impôts fédéraux payés par les industriels de 46 à 33 %. Il est vrai que les déductions fiscales, liées aux investissements et au système des amortissements, seront réduites pour les entreprises, mais l'effet

global sera malgré tout de réduire le montant des impôts payés par les industriels, puisque cela leur épargnera la nécessité d'avoir à investir pour obtenir des déductions fiscales.

Cette nouvelle proposition continue simplement l'évolution de la politique fiscale américaine. En 1977, quand Carter prit la tête des affaires, les entreprises payaient 15,4 % du montant total de l'impôt sur le revenu. En 1981, après les

réformes de Carter lorsque Reagan prit les rênes en mains, la participation des industriels à l'impôt avait chuté à 10,2 %. Et à partir de 1983, après la réforme de Reagan, les industriels ne payaient plus que 6,2 % de l'assiette de l'impôt.

Aujourd'hui, le régime américain est l'un des plus favorables du monde pour les entreprises capitalistes.

Et cela fait rêver les bourgeois d'Europe...

Pierre VERNANT



Reagan : un dessin animé... des meilleures intentions pour les riches.

Vivre et mourir aux Etats-Unis (extrait du bi-mensuel trotskyste américain *The Spark* du 13 mai 85).

« La criminalité est le reflet de la pauvreté dans toutes les sociétés. Le risque pour quelqu'un d'être assassiné est de 1 sur 133 pour la durée d'une vie. Mais les probabilités sont beaucoup plus élevées pour les travailleurs et les pauvres, qui sont les plus opprimés dans cette société. Les pires probabilités concernent les hommes noirs. Ils ont une « chance » sur 21 d'être assassinés, ce qui est pire que le pourcentage de soldats morts au Vietnam. »

Vers le référendum sur l'échelle mobile des salaires

Les 9 et 10 juin, en Italie, les électeurs seront convoqués aux urnes pour un référendum sur l'échelle mobile des salaires. La question posée sera celle de l'abrogation ou non d'une partie d'un décret-loi pris par le gouvernement Craxi en février 1984. Ce décret prévoyait l'amputation de l'échelle mobile des salaires, mécanisme d'indexation des salaires sur les prix dont patrons et gouvernements s'ingénient à limiter les conséquences.

Le décret Craxi comporte, au nom de la lutte contre l'inflation, le gel de quatre « points » dans le calcul qui sert à établir les augmentations de salaires nécessaires pour compenser la hausse des prix. Du fait du gel de ces quatre points, chaque salarié italien perd aujourd'hui 27 200 liras par mois (environ 135 F). Lors de l'adoption de ce décret l'an dernier, des mouvements de grève s'étaient produits ; un mouvement de contestation s'était développé dans les usines contre les directions syndicales qui avaient accepté de se prêter à la négociation avec le gouvernement et les patrons

autour de cette amputation de l'échelle mobile. La majorité communiste de la CGIL — la CGT italienne — la seule à s'être opposée au gel des quatre points, s'en était servie contre les autres directions syndicales, la CISL et l'UIL, qui l'avaient approuvé. Mais elle s'était aussi opposée à toute idée de grève générale contre le décret Craxi, que proposaient une partie des délégués des usines.

Par les soins du PC italien, le problème a été ainsi déplacé du terrain des grèves et des manifestations aux arènes parlementaires et électorales. Le PCI a mené au Parlement une opération d'obstruction tendant à empêcher la ratification du décret Craxi. Puis il a utilisé la possibilité offerte par la loi italienne de demander la tenue d'un référendum abrogatif du décret gouvernemental — il faut pour cela que 500 000 personnes le demandent, dans certaines conditions légales. Des négociations ont continué jusqu'au dernier moment entre syndicats, gouvernement et patronat, pour tenter de trouver un accord qui aurait évité le recours au référen-

dum. Et voilà comment, un an après, on va finalement demander leur avis aux électeurs sur l'amputation de leur feuille de paye.

On semble s'attendre, en général, à une victoire des « oui », c'est-à-dire des partisans de l'abrogation du décret Craxi. Encore cela n'est-il pas sûr : les salariés, ouvriers et employés, retraités, concernés par l'échelle mobile des salaires, ne sont pas les seuls à voter ; votent aussi les patrons, commerçants et artisans, curés, militaires ou oisifs en tout genre, dont le vote peut fort bien servir à décider « démocratiquement » que l'on va diminuer le salaire des autres. D'autre part une partie des syndicats, l'UIL et la CISL — équivalents, schématiquement, de FO et de la CFDT —, et la minorité socialiste de la CGIL se prononcent pour le « non » car il approuverait le décret Craxi et soutiendrait la politique d'austérité gouvernementale.

Mais, surtout, le fait est que la Confindustria — la confédération du patronat italien — semble attendre avec sérénité une victoire des « oui » et l'abrogation

du décret Craxi. Car, de toute façon, elle envisage de dénoncer, d'ici au 30 juin, l'actuel accord sur l'échelle mobile et de s'engager dans une nouvelle négociation avec les syndicats pour revoir les mécanismes d'indexation des salaires, afin de réduire les charges salariales — toujours, bien sûr, au nom de la lutte contre l'inflation. Et de ce point de vue, la majorité de la CGIL et derrière elle le PCI ne s'opposent nullement au principe d'une négociation pour revoir en baisse les mécanismes de l'échelle mobile. Ils s'opposent seulement à ce qu'on le fasse sans leur accord, comme avait cherché à le faire Craxi.

Si le « oui » l'emporte, ce sera donc un succès politique pour la majorité CGIL et pour le PCI. La première reviendra en force à la table des négociations, et le second aura démontré au gouvernement qu'on ne peut pas mener une politique d'austérité en Italie pardessus la tête du PCI. Mais ce ne sera pas nécessairement une victoire des travailleurs, qui peuvent s'attendre à voir syndicats, patrons et gouvernement

négocier de nouvelles attaques contre eux et retirer à leurs payes bien plus que les 27 200 liras que le référendum leur aura peut-être rendues.

Et puis, si le « non » l'emporte — ce qui est une possibilité —, la politique du gouvernement Craxi obtiendra une légitimation. Ce serait pour le PCI, après son recul aux élections administratives du 12 mai, un nouveau revers. C'est un risque qu'il a pris, en plaçant sur le terrain électoral un problème qui est d'abord celui de la classe ouvrière, de sa mobilisation et du rapport de forces qu'elle peut opposer aux patrons. La classe ouvrière en paierait les conséquences, car la situation serait évidemment encore plus favorable aux attaques du gouvernement Craxi.

En tout cas, pour mettre un coup d'arrêt à celles-ci, c'est sur ses propres armes — celles de la lutte de classe — que la classe ouvrière doit compter ; pas sur les tactiques et les manœuvres d'un PCI qui ne reproche à l'austérité du « socialiste » Craxi qu'une chose : qu'elle se fasse sans son accord et sa participation. André FRYS

Presles
Pentecôte 1985
VIVE LA FÊTE



Tous ceux qui sont venus à la fête de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire, qui s'est tenue le week-end de la Pentecôte à Presles, s'en souviendront !

Il faut dire que cette fête, la quinzième de Lutte Ouvrière, la troisième qu'elle organise en commun avec la LCR depuis 1979, a connu cette année un record d'affluence, avec ses 40 000 entrées, (dont 17 000 à 18 000 pour la seule journée de dimanche) et que le soleil et la chaleur, bienvenus après un mois de mai particulièrement pluvieux, ont été de la partie !

Il y avait trop de spectacles, de jeux, de restaurants tentateurs, d'expositions scientifiques et politiques, de débats et de discussions pour que chacun ait pu tout voir ou tout faire ; mais il y en avait pour tous les goûts, et chacun a pu y trouver son compte !

Cette fête a été l'occasion pour nos deux organisations, qui se réclament l'une et l'autre du programme de la IVème Internationale fondée par Trotsky, de se retrouver, une fois de plus, ensemble. Et elle a

été aussi et surtout l'occasion pour les amis, les sympathisants et les militants de nos deux organisations et, plus largement, de l'extrême-gauche, de passer trois grandes journées dans une ambiance chaleureuse et fraternelle, de se connaître, d'échanger des idées et d'en débattre.

Nous nous réjouissons donc que la fête ait réuni dans une même fraternité des travailleurs de toutes origines. Nous nous réjouissons de ce que le nombre de personnes qui y sont venues, ainsi que la présence de nombreux jeunes, témoignent de la vitalité du mouvement trotskyste en France, tout comme nous nous réjouissons d'avoir pu accueillir à cette fête de nombreux groupes trotskystes et révolutionnaires, venus de tous les pays et de tous les continents, témoignant ainsi de la permanence des idées internationalistes !

Nos lecteurs trouveront dans les pages suivantes quelques photos, souvenirs de la fête, et le texte des allocutions politiques prononcées le dimanche et le lundi.





Dans la cité politique, pendant un débat.

Des livres pour tous les goûts... et à tous les prix !



Le débat sur le racisme.

Allocutions politi



Louis Mapou, Arlette Laguiller et Alain Krivine pendant l'allocution du di

• Louis Mapou, représentant du FLNKS

« Nous soutenir contre le gouvernement »

Camarades et amis,

Au nom du peuple kanak et du Front de Libération Nationale Kanake et Socialiste, je tiens à vous remercier de votre fidélité dans le soutien à notre cause. Nous voudrions aussi saluer les représentants des peuples en lutte ici présents et enfin notre salutation révolutionnaire aux camarades de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire qui nous ont donné le privilège de nous adresser à vous directement à cette tribune.

Notre combat pour une véritable indépendance et la construction d'une Kanaky socialiste rencontre beaucoup de difficultés sur le terrain. Face à notre conviction et à notre détermination, le colonialisme français a étalé en l'espace de sept mois toute la panoplie de moyens dont il dispose. Il renforce ses troupes en Kanaky (6 300 hommes aujourd'hui). Il emprisonne nos militants. Il saccage, nous rappelant amèrement que même les terres sur lesquelles nous vivons aujourd'hui ne nous appartiennent pas. Il assassine nos militants, Eloi Machoro et Marcel Nonaro. Dernièrement, il décide de renforcer la base militaire de Nouméa, verrou nécessaire bien sûr à l'application de son plan, étape vers le néo-colonialisme dans notre pays. A ce sujet, le FLNKS est ferme. Nous ne serons pas les otages militaires de l'impéria-

lisme mondial dans notre pays. Les moyens que nous adoptons ont poussé le colonialisme et ses valets locaux, les Lafleur, Laroque et Ukeiwé, à se démasquer, preuve que nous avançons énormément dans notre combat. Du ratisage dans les tribus, on est passé à la pacification, puis aux ratonnades de la ville de Nouméa, sous les yeux des forces de l'ordre. Après cela, Fabius voudrait qu'on s'asseye à la même table que les Ukeiwé et Lafleur. Il parle de tolérance et de dialogue, alors qu'il renforce la base militaire et opprime nos militants. Mais nous ne signerons pas de chèque en blanc à ces gens qui n'ont d'autre qualité que celle de ne pas tenir leurs promesses. Mais pourquoi s'étonner ? Nous savons qu'à travers leurs discours démagogiques, ils veulent avant tout garder leurs intérêts dans cette région du monde et, entre nous, cela n'est possible qu'avec le maintien de la bourgeoisie coloniale, dont les intérêts sont contradictoires avec ceux du peuple kanak et des travailleurs de Nouvelle-Calédonie. A son troisième congrès, qui s'est achevé cette nuit, le FLNKS a décidé de participer aux prochaines élections. Néanmoins le plan Fabius, nous l'affirmons encore une fois, est un plan visant à sanctionner le processus néo-colonial en Nouvelle-Calédonie. Il ne présente aucune garantie pour notre

peuple. Et de toute façon, la libération des peuples opprimés du joug colonialiste ne peut être l'œuvre de l'opprimeur lui-même, en l'occurrence ici le gouvernement socialiste, mais l'œuvre des opprimés eux-mêmes. Notre seule garantie face au plan Fabius, c'est notre détermination sur le terrain. Et cela, nous comptons le mettre en place dans toute sa totalité avec les moyens dont nous disposons. Et nous sommes décidés à tout faire pour vaincre, mais nous ne le pouvons réellement qu'avec votre soutien, parce que notre combat est le vôtre.

Les conditions de lutte sont très dures, mais le peuple kanak se mobilise aujourd'hui unitairement, malgré les décisions qui ont été prises, derrière le FLNKS pour gagner et chasser le colonialisme de notre pays. Et nous vous interpellons encore une fois, parce qu'il est du devoir de tout révolutionnaire, vous anticolonialistes français, vous frères en lutte contre le même ennemi, de nous soutenir contre le gouvernement. Nous prenons acte ici du soutien des camarades de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire pour la libération de la Kanaky et nous crions encore une fois : à bas le colonialisme et l'impérialisme français et vive la Kanaky libre !

Texte enregistré à la fête. La ponctuation est de la rédaction de Lutte Ouvrière.

• Alain Krivine

« Nous sommes encore

Chers camarades

C'est par milliers que vous êtes venus de tous les coins de France, répondant à l'appel commun de LO et de la LCR. Certes, vous êtes venus à cette fête pour vous détendre et vous reposer pendant trois jours, mais vous êtes venus aussi pour débattre et discuter. Cette fête n'est pas neutre. Au-delà des militants de nos deux organisations, sont ici rassemblés ceux et celles qui se sentent complètement piégés par les choix que voudraient nous imposer les grands partis traditionnels. Souvenons-nous de 1981, du climat d'espoirs et d'illusions quand les travailleurs ont chassé la droite parce qu'ils n'acceptaient plus sa politique de rigueur et d'austérité. Mais depuis maintenant quatre ans, c'est la même politique qui nous est imposée par les partis de gauche : des millions de chômeurs, des dizaines de milliers de licenciements.

Le socialisme nouveau est né, avec pour symbole la ceinture pour les travailleurs et pour badge le « Touche pas à mon patron ». Gattaz est heureux, Barre est content, Le Pen jubile. Avec la gauche au pouvoir, ça marche pour eux. Mais les travailleurs, eux, et

on le comprend, sont écœurés et désorientés. Ecœurés de voir la droite pavaner et préparer sa revanche, inquiets devant la montée du racisme et du Le Penisme, désorientés de voir les partis de gauche se vautrer dans la collaboration de classe.

PC et PS ont joué volontairement les apprentis-sorciers, et aujourd'hui leur besace est désespérément vide, au moment où tous les dirigeants bourgeois se disputent les starting blocks. A la veille des élections de 1986, le PC n'a rien d'autre à proposer que de rejoindre ses propres rangs et de critiquer une politique qu'il a fidèlement servie pendant trois ans. Quant au PS, le seul choix qu'il nous propose, c'est de laisser la droite reprendre le pouvoir ou de gouverner avec elle pour poursuivre sa politique.

Camarades, il ne sert à rien de se voiler la face. Nous sommes dans une situation difficile. Les coups portés à la classe ouvrière, à sa cohésion, à son niveau de vie, à son degré d'organisation, à ses capacités de mobilisation, à son moral, sont durs. Néanmoins rien n'est joué. Au-delà même des forces organisées de l'extrême-



che après-midi.

là, toujours là, là »

gauche, nous sommes des dizaines de milliers dans ce pays à refuser un tel gâchis, à refuser de baisser les bras devant les attaques patronales et gouvernementales, à refuser la politique de chômage, comme le feront les chômeurs à Paris le 30 mai, à refuser la montée du racisme, comme nous l'affirmerons Place de la Concorde le 15 juin à l'appel de SOS Racisme. Nous sommes nombreux à nous solidariser avec la lutte anticolonialiste et anti-impérialiste de nos frères Kanaks ou Nicaraguéens. Mais cette force anticapitaliste reste encore divisée, éclatée, inorganisée.

La responsabilité de nos deux organisations est énorme pour aider, sans sectarisme, sans esprit de chapeau, au regroupement unitaire de tous ceux qui refusent les capitulations de la gauche. Par notre pratique dans les luttes, par nos explications, par nos propositions unitaires, nous pouvons et nous devons aider à redonner confiance aux travailleurs, confiance dans leurs forces, confiance dans l'idée qu'il existe une alternative politique et organisationnelle. L'expérience a été faite que le réalisme n'est pas dans

l'acceptation de la rigueur du capitalisme mais dans une politique de rupture avec lui.

Il est aujourd'hui de notre responsabilité d'aider au rassemblement et à l'action de cette force anticapitaliste qui se cherche et de faire en sorte que, lors des élections, des centaines de milliers de travailleurs puissent se manifester en votant contre l'austérité et contre la droite sans cautionner les partis de gauche.

Avec vous, camarades de Lutte Ouvrière, nous voulons ensemble construire le parti des travailleurs de demain, mais avec vous aujourd'hui, nous voulons nous adresser aux autres et notamment à ceux qui, sans être convaincus de la nécessité d'un parti, sont néanmoins prêts à se battre ensemble contre l'adversaire commun.

Ce combat est difficile mais il n'y en a pas d'autre.

Certes, nous savons que, pour la grande presse, nous sommes morts ; pour la télé, nous n'existons plus ; pour certains autres, nous sommes décomposés. Et pourtant nous sommes là, toujours là, encore là ! Tant pis pour eux et tant mieux pour nous.

Bonne fête, camarades !

• Arlette Laguiller

« Le courant trotskyste est bien vivant »

Un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre, et même si toute la classe ouvrière en France n'en a pas conscience, nous ne pourrions pas conquérir notre liberté tant que nous tolérerons qu'on refuse au peuple kanak, comme à tous les autres peuples opprimés par l'impérialisme français, l'indépendance qu'il revendique.

C'est pourquoi, même si, en tant que tendance politique, nous ne partageons pas tous les choix du FLNKS, nous soutenons sans réserves la lutte du peuple kanak et le FLNKS qui le représente actuellement. Et à ce titre, Louis Mapou est ici chez lui dans cette fête, parmi tous nos camarades, sur le soutien duquel il peut compter intégralement et sans réserves, ici et demain sur leurs lieux de travail.

Nous voudrions être plus forts pour que notre soutien le soit aussi. Le soutien, ce devrait être aux grandes organisations de la classe ouvrière de l'apporter ; elles doivent le faire et nous pourrions peut-être les y contraindre.

Mais nous, révolutionnaires, le soutien définitif que nous pourrions apporter un jour, nous l'espérons profondément, c'est de supprimer la racine du mal, c'est-à-dire le système d'exploitation et d'asservissement à l'échelle mondiale que représente l'impérialisme.

Cette fête est la troisième fête commune entre la Ligue Communiste Révolutionnaire et Lutte Ouvrière, et elle est déjà la plus importante depuis 1979 par le nombre d'entrées enregistrées jusqu'ici.

Ce succès est la démonstration que le courant auquel appartiennent LO et la LCR, le courant trotskyste, est bien vivant. Car LO et la LCR ne sont ni des déçus du soi-disant socialisme de Mitterrand, ni même des déçus de Mai 68, comme on nous dit qu'il y en a tant maintenant.

Car le courant trotskyste date non seulement d'avant Mitterrand mais de bien avant 1968. Il est le seul courant dont la filiation remonte à l'Internationale Communiste, et c'est pour cela qu'il fait la démonstration qu'il est bien le seul courant révolutionnaire authentique en période de recul justement, en se maintenant quand tous les

autres sombrent ou ont sombré.

Ce succès est la démonstration que nos deux organisations, malgré leurs divergences politiques, peuvent établir entre elles des relations fraternelles, qu'elles peuvent déjà agir en fait comme deux tendances d'un même parti, le futur parti révolutionnaire.

Cette fête n'est que le reflet des relations que nous cherchons à établir entre nous et que nous avons commencé à établir depuis des mois, le début de bien d'autres activités et actions que, ensemble, certainement, nous serons capables d'entreprendre dans la période qui vient.

Mais ce succès a une autre signification aussi, peut-être plus importante encore. Car il se place dans une période où toute la gauche est en recul, où tout le monde dit la classe ouvrière et le monde du travail découragés et politiquement démoralisés.

Et c'est vrai que les travailleurs sont démoralisés et découragés, comme le montre l'absence de luttes d'importance ces derniers mois. La classe ouvrière est en butte à toutes sortes d'attaques, elle voit son niveau de vie baisser, le nombre de chômeurs s'accroît, notamment dans la jeunesse ouvrière.

Une fraction décisive de la classe ouvrière, celle formée par les travailleurs immigrés, est attaquée ouvertement ignoblement, par la droite et l'extrême-droite dont l'arrogance va croissant, à la mesure de la démonstration de la pleuterie et des reniements de la gauche officielle.

Cette gauche qui a, paraît-il, le pouvoir, cette gauche qui, paraît-il, gouverne, mais qui depuis quatre ans n'a jamais fait que reculer chaque fois que les patrons ou la droite donnaient de la voix ou levaient le sourcil.

Alors oui, la classe ouvrière est découragée. Elle est découragée par la politique que ces soi-disant représentants mènent depuis quatre ans, découragée par le Parti Socialiste à la botte de ce gouvernement anti-ouvrier, découragée par le Parti Communiste et ses retournements, un jour dans le gouvernement, un autre jour contre, un troisième demandant à y revenir. Elle est découragée parce qu'on lui a fait croire à l'électoratisme et qu'elle voit bien qu'en 1986, ce sera le choix entre la confirmation

de la politique actuelle menée par les socialistes ou la même politique menée par la droite.

Mais les élections de 1986 ne sont qu'une péripétie. Les élections de 1986 ne peuvent pas constituer une défaite pour la classe ouvrière, quels que soient les résultats, parce que les résultats de 1981 n'ont pas constitué une victoire. Parce que nous le voyons bien, que la gauche gagne ou perde, c'est toujours les travailleurs qui perdent et la bourgeoisie qui reste au pouvoir, c'est toujours elle qui impose ses décisions.

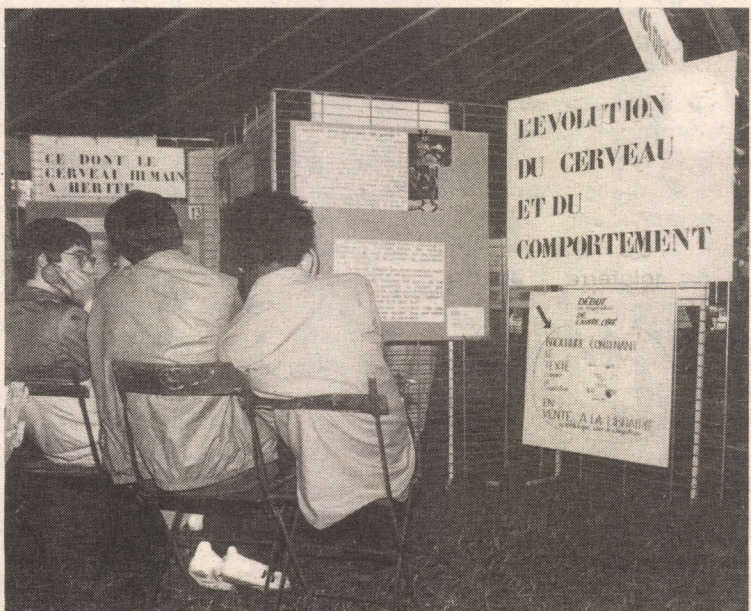
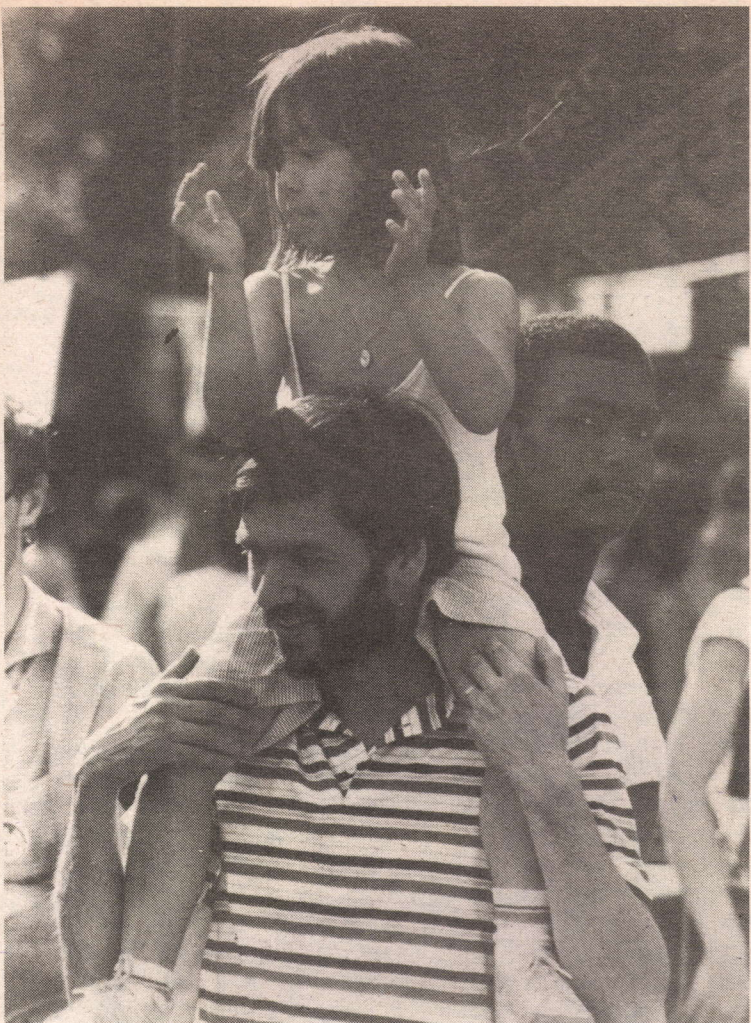
Ce qui compte, ce qui comptera dans l'avenir, ce sont les luttes des travailleurs. Et nous savons que, tôt ou tard, la classe ouvrière reprendra la lutte, que son découragement et sa démoralisation actuels ne dureront pas.

Nous n'avons pas oublié que c'est bien souvent dans des périodes de recul, quand la classe ouvrière semblait démoralisée, quelquefois quand la gauche justement était à son point le plus bas, qu'ont éclaté les grandes grèves qui ont fait trembler la bourgeoisie de ce pays. On disait la classe ouvrière aussi découragée, et la gauche était aussi au plus mal, quand a éclaté en plein été 1953 une grève des postiers, des cheminots et des services publics qui a marqué un tournant de l'histoire sociale de la IV^e République.

Et, en 1968, aussi, c'est dans un climat général que tous dépeignaient amorphe, quand le gaullisme semblait établi solidement pour des années que, à la suite de la révolte étudiante, ce pays a connu la plus grande grève générale de son histoire.

Oui, nous le savons, tôt ou tard, la classe ouvrière va reprendre la lutte, parce que, de toute façon, elle n'a pas le choix, parce que la bourgeoisie et tous les politiciens à son service, de gauche comme de droite, ne lui donnent pas le choix.

Nous, les révolutionnaires trotskystes, nous savons cela et nous le préparons. Et cette fête montre que nous sommes toujours des milliers, que nous sommes même de plus en plus nombreux, même dans des circonstances difficiles, à défendre la seule perspective réelle pour la classe ouvrière, et même pour toute l'humanité, celle de la révolution sociale.



Allocutions politiques du

• **Daniel Bensaid**

« Notre internationalisme, c'est d'abord celui de la solidarité avec les luttes des peuples dans le monde » (extraits)

« ... Nos deux organisations appartiennent à un courant qui, depuis longtemps déjà, avec constance, avec opiniâtreté, a choisi son camp dans toutes les luttes importantes à l'échelle internationale. Ce camp, du Salvador à la Pologne, de l'Union Soviétique à l'Afrique du Sud, c'est celui des travailleurs. Nous appartenons à un courant qui a su être solidaire des luttes contre l'impérialisme, sans jamais confondre cette solidarité avec un quelconque alignement sur une puissance d'Etat ou une prétendue patrie du socialisme. Nous appartenons ensemble à un courant qui a su, de longue date, et le premier, lutter contre la bureaucratie au pouvoir dans les pays de l'Est, en Union Soviétique, sans jamais confondre l'antistalinisme et l'anticommunisme. C'est grâce à cette bataille que nous pouvons aujourd'hui revendiquer un drapeau clair, immaculé de toute trahison : celui de l'internationalisme prolétarien. Nous avons en commun d'être ensemble sur les deux fronts : contre l'impérialisme, contre la bureaucratie. Et cela, il y a peu de monde, hélas, qui le partage avec nous dans le monde à l'heure actuelle. Aujourd'hui, pour clôturer cette fête, je voudrais saluer deux combats particuliers. Celui du peuple nicaraguayen, cinq ans après avoir renversé la dictature, en butte à nouveau à l'agression de l'impérialisme américain, assailli, assiégé, par des troupes mercenaires, payées en dessous de table par les Etats-Unis. Et je voudrais aussi, parce que c'est malheureusement l'actualité du jour, saluer la résistance du peuple palestinien qui, trois ans après les massacres sionistes à Sabra et Chatila, aujourd'hui encore est en train de payer son tribut devant les massacres perpétrés à nouveau dans ces camps de Sabra et Chatila.

Notre internationalisme, camarades, c'est d'abord celui de la solidarité avec la lutte des peuples dans le monde. Il paraît qu'aujourd'hui il y a beaucoup en France de déçus de la solidarité, de repentis de la solidarité qui se mordent les doigts, qui regrettent d'avoir usé leurs chaussures hier en défense du Vietnam, en défense de l'Algérie, en défense de Cuba. Nous ne

sommes pas de ces déçus-là, camarades. Notre solidarité a toujours été une solidarité inconditionnelle avec le droit des peuples à se libérer de l'oppression, des tutelles. Et nous ne regrettons pas la libération de l'Algérie contre le colonialisme français, nous la revendiquons aujourd'hui encore comme notre victoire. La victoire de la révolution cubaine, aujourd'hui encore, c'est notre victoire. Et plus que tout encore, les trente années de lutte contre l'impérialisme français, japonais, américain, gagnées par le peuple vietnamien, c'est encore et toujours notre victoire aujourd'hui. Parce que c'est grâce à cette lutte, camarades, que Reagan, que son Parlement sont toujours hantés aujourd'hui par la défaite vietnamienne. (...)

Ceci dit, pour nous, cet internationalisme-là, de tous les jours, quotidien, au côté des peuples, ne se conçoit pas de façon conséquente et jusqu'au bout sans la construction d'une internationale révolutionnaire. (...)

Nous sommes convaincus qu'il n'y aura pas de renaissance possible de l'internationalisme révolutionnaire à une échelle de masse sans partir du commencement, sans revenir à la source, sans partir du combat entamé il y a bientôt soixante ans par l'Opposition de Gauche, par la fondation de la IV^e Internationale, et que ça sera le socle indispensable d'où il faudra partir, pas pour saluer, quel qu'en soit le mérite, le passé, mais parce que ce passé-là est encore et toujours notre présent. Donc c'est l'Internationale de la continuité. C'est aussi l'Internationale de l'actualité, du renouveau. Avec nos principes, nous voulons aller au-devant de tous ceux qui luttent aujourd'hui dans le monde pour le socialisme, pour dépasser et ruiner le stalinisme, et il y en a. Nos principes ne valent que si on les vérifie dans la lutte de classe de tous les jours. Aujourd'hui, nos principes ne valent et nos principes ne servent que si nous ne sommes pas un musée, un conservatoire mais une Internationale qui met à l'épreuve ses principes et son programme sur le terrain et partout dans le monde.

Autrement dit, nous pensons que, si cette Internationale vit

aujourd'hui avec sa quarantaine de sections, avec sa présence sur plusieurs continents, nous le devons à cet effort, à cette persévérance. Nous le devons au fait que nous nous sommes tournés vers des camarades qui étaient prêts à construire et à mener ce combat avec nous. (...) Dans un siècle qui a déjà connu Hiroshima, Auschwitz, le Goulag ; dans un siècle où se déchaînent les nationalismes, plus que jamais nous avons besoin, par-delà les frontières, de ces mains tendues, de cette solidarité d'un combat partagé, et nous sommes là pour le mener. Nous avons porté ce flambeau jusqu'à maintenant. Nous avons, avec Lutte Ouvrière, des rapports fraternels, Arlette a parlé hier de deux tendances d'un même courant, peut-être, pourquoi pas, d'un même parti. Lutte Ouvrière, nous a ouvert et offert la possibilité d'organiser en commun cette fête et nous pensons que nous devons persévérer sur ce terrain-là. En ce qui nous concerne, nous avons à apporter dans ces rapports fraternels ce que nous avons construit, pas à pas, patiemment maintenu, l'Internationale, la Quatrième Internationale, celle fondée par Trotsky. Dans cette Internationale, nous serons accueillants à tous ceux qui sincèrement, malgré les divergences, sont prêts à s'engager résolument dans la bataille pour l'internationalisme vivant, pour l'internationalisme dans les luttes, pour aller et tendre la main à ceux qui sont prêts à rejoindre notre combat. (...) Aujourd'hui, devant la crise qui frappe l'impérialisme, il y a beaucoup plus de gens pour se dire que la révolution est peut-être plus que jamais nécessaire, mais qui doutent qu'elle soit possible. La force de nos organisations ici présentes c'est que nous, nous affirmons que cette révolution est plus que jamais nécessaire dans les pays aujourd'hui frappés par la famine, par la misère. (...) Il dépend de nous de faire la preuve qu'elle est aussi possible. Nous le ferons sous le drapeau de l'Internationale. Vive l'internationalisme prolétarien ! Vive la Quatrième Internationale !

Texte enregistré à la fête. La ponctuation et le choix des extraits sont de la rédaction de Lutte Ouvrière.

lundi 27 mai



Arlette Laguiller et Daniel Bensaïd pendant les allocutions du lundi après-midi.



Alain Krivine et Arlette Laguiller interviewés par Radio-Bellovaque, qui a émis à partir de la fête pendant les trois jours.



L'Internationale est entonnée d'un même élan.

• Arlette Laguiller

« Construire une Internationale capable de diriger les luttes »

Je voudrais, pour commencer, saluer tous les amis et camarades du mouvement trotskyste de différentes tendances qui sont venus de nombreux pays d'Europe, et parfois de bien plus loin. Je salue également les représentants d'autres organisations, en particulier ceux qui viennent des pays opprimés par l'impérialisme, le nôtre ou les autres.

Leur présence, tout autant que les idées qui sont affichées au long des allées ou défendues dans les forums, atteste le caractère internationaliste de notre fête.

Oui, nous tenons à brandir le drapeau de l'internationalisme, dans cette fête comme en dehors, à notre lieu de travail, dans nos activités quotidiennes. D'abord, parce qu'il est à la base de toutes nos convictions, de tout notre programme : parce que la société humaine est une à l'échelle de la planète ; parce que le prolétariat ne pourra se libérer qu'en libérant par la même occasion la société de toutes les formes d'exploitations, d'oppressions et d'inégalités sur toute la terre.

Mais nous devons défendre plus vigoureusement encore les idées internationalistes en ce temps de crise, de recul du mouvement ouvrier, en ce temps de montée du racisme et de la xénophobie et qui atteint également les nôtres, les travailleurs.

Nous devons dire et répéter que le racisme et la xénophobie sont non seulement atter-

rants de bêtise, mais c'est dangereux pour la classe ouvrière, dangereux pour toute la société. Et c'est dangereux surtout en cette période de crise, où le racisme et la xénophobie offrent aux exploiters le moyen de diviser les travailleurs, de les opposer les uns aux autres en fonction de leurs origines ou de la couleur de leur peau et, ensuite peut-être, de dresser les peuples les uns contre les autres.

Nous ne savons pas si la profondeur de la crise poussera l'une ou l'autre des bourgeoisies impérialistes à choisir une fois de plus, comme il y a 45 ans, comme il y a 70 ans, d'entraîner leurs peuples dans une nouvelle guerre pour le repartage des profits impérialistes. Mais ce que nous savons, c'est que, pour qu'une bourgeoisie puisse s'engager dans cette voie-là, il lui faut réaliser certaines conditions politiques. La montée de la xénophobie et du nationalisme en constitue une des étapes. Et la classe ouvrière ne pourra empêcher d'abord l'aggravation de ses conditions d'existence dans la crise et ensuite, peut-être, le cheminement vers la guerre, que si elle prend conscience de la communauté d'intérêts de toutes les composantes de la classe ouvrière à l'intérieur d'un même pays comme de part et d'autre de toutes les frontières.

Alors, il ne faut pas que la

classe ouvrière se laisse surprendre, et toutes les formes de nationalisme et de racisme ne peuvent que la tromper. Parce que, si la crise s'aggrave, la société humaine n'aura d'autre choix qu'entre deux politiques : celle de la bourgeoisie, celle de l'aggravation des haines nationales et qui peut aboutir à une guerre dressant les uns contre les autres les travailleurs et peuples, ou celle du prolétariat, celle du renversement révolutionnaire du capitalisme, source de crises et de guerres.

Ici, en France, et dans un nombre limité de riches pays impérialistes, la crise peut encore paraître supportable malgré l'aggravation incessante des conditions d'existence de la classe ouvrière. Mais dans la majorité du monde et, en particulier, dans les pays pauvres, la crise a encore aggravé ce qui était déjà auparavant insupportable. Et si le développement capitaliste des dernières décennies n'a pas enrichi ces pays pauvres, il y a créé un prolétariat. Un prolétariat industriel, aussi, mais plus encore un sous-prolétariat qui se concentre par millions dans les taudis des bidonvilles des grandes villes des pays du Tiers Monde.

Eh bien, dans ces pays-là, le capitalisme et plus encore sa crise d'aujourd'hui, a créé de véritables poudrières. Ces poudrières s'appellent Afrique du Sud, Brésil, Chili, Argentine, toute l'Amérique

latine. L'explosion de ces poudrières peut être le signal de la révolution qui rayera définitivement le capitalisme de l'histoire des hommes.

Dans le passé, bien des grandes révolutions sont parties des pays où le capitalisme est né, en Europe ou en Amérique du Nord. Eh bien, peut-être que la révolution prolétarienne de demain partira d'un de ces pays que l'histoire capitaliste avait réduits à un rôle subordonné, à un rôle d'opprimé. Peut-être que le prolétariat de ces pays, qui a le dos au mur, et, qui avec la prolongation de la crise, n'aura d'autre choix que tomber dans la déchéance ou se battre pour vaincre, peut-être que nos sœurs et frères travailleurs d'Amérique latine ou d'Afrique du Sud nous donneront l'exemple... Et ce sera alors à nous de suivre la voie qu'ils nous auront montrée, car, pour triompher, la révolution devra vaincre dans le cœur impérialiste du monde capitaliste, c'est-à-dire aux Etats-Unis, c'est-à-dire en France, en Angleterre, ou en Allemagne.

Alors, bien sûr, dans certains de ces pays, comme en Afrique du Sud, c'est l'aspiration à l'égalité nationale ou plutôt raciale qui pousse la majorité pauvre et noire de la population à la révolte contre le pouvoir ségrégationniste. Mais cette révolution peut tout de même déboucher sur la révolution sociale si le pro-

létariat noir de ce pays sait prendre en charge l'émancipation raciale par les moyens de la lutte de classe.

Mais il faut pour cela qu'il se trouve en son sein des hommes, des militants qui choisissent de se placer sur ce terrain, c'est-à-dire sur le terrain de la lutte de classe et sur le terrain de l'internationalisme.

Et c'est là — et je voudrais terminer là-dessus — que se situent nos responsabilités en tant que mouvement trotskyste. Nous sommes dépositaires de l'héritage du communisme révolutionnaire, et c'est à nous de transmettre cet héritage à de nouvelles générations de militants qui ne manqueront pas de surgir dans tous les pays où la situation est explosive, comme d'ailleurs ils surgissent ici, comme l'atteste la présence à cette fête d'un très grand nombre de jeunes qui sont notre avenir.

Et, dans cette tâche-là, il y a de la place pour tout le monde, pour tous les militants, pour toutes les organisations trotskystes. J'ai la conviction que nous réussirons et que, des prochains bouleversements révolutionnaires que la crise entraînera, surgira une IV^e Internationale, pas seulement capable de soutenir les luttes des autres, mais capable aussi de diriger elle-même les luttes des travailleurs et les mener à la victoire sur le capitalisme !

Une mini-réforme agraire pour leurrer les pauvres

Le nouveau président du Brésil, José Sarney, qui depuis la mort de Tancredo Neves se retrouve à la tête d'un pays où une partie importante de la population espère que le retour au pouvoir des civils, après 25 ans de dictature, vaudra dire plus de liberté et moins de misère, vient d'annoncer qu'il allait procéder à une réforme agraire.

Le projet doit être discuté dans le mois à venir par le Congrès fédéral, les syndicats agricoles, les associations patronales et des représentants de l'Eglise. Il prévoit que des terres laissées en friches par de grands propriétaires fonciers (les statistiques évaluent à 41 % la part des terres des grandes propriétés qui sont ainsi inutilisées) seront mises à la disposition de paysans sans terre. Les grands propriétaires n'ont rien à craindre. Ils seront indemnisés par des titres sur vingt ans, indexés sur l'inflation réelle.

Dans ce pays où plus de dix millions de paysans sont sans terre, ou en ont trop peu pour en vivre, et où d'autres millions d'ouvriers agricoles sont le plus souvent au chômage, le problème paysan est ancien. Mais il s'est encore aggravé au fil des dernières décennies.

En effet, si de grands propriétaires fonciers concentrent depuis l'époque coloniale d'immenses étendues de terres fertiles et si depuis longtemps des grandes sociétés capitalistes ont développé essentiellement des cultures d'exportation, cette concentration s'est encore accentuée dans un passé récent, avec l'extension de cultures industrielles nouvelles (comme le soja) ou avec l'extension de l'élevage dans le Nordeste. Et dans les Etats du Nordeste, mais aussi dans les Etats du Centre Ouest et du Sud, c'est constamment que des paysans sont chassés de leurs terres et sont contraints soit d'aller dans les villes, soit d'essayer de s'installer sur des terres vierges.

Pendant toute une

période, ces paysans qui venaient grossir les banlieues des grandes villes industrielles comme Rio de Janeiro, Sao Paulo ou Belo Horizonte, ont fourni aux grands trusts capitalistes comme General Motors, Ford, etc., et aux grandes entreprises du bâtiment qui construisaient les immenses gratte-ciel qui abritent les centres d'affaires, les banques, les administrations, une main-d'œuvre bon marché. Le paysan chassé de sa terre, devenu prolétaire et habitant des bidonvilles, a pu un temps espérer trouver un emploi au moins suffisamment de mois dans l'année pour se nourrir, lui et sa famille.

C'était les années du miracle brésilien, miraculeuses c'est certain pour les industriels et les banquiers brésiliens et internationaux qui ont investi dans ce pays.

Mais depuis quelques années, avec la crise économique qui frappe de plein fouet ce pays, les grandes firmes licencient. Des millions de travailleurs sont au chômage et les paysans pauvres qui échouent dans les villes ne peuvent rien espérer d'autre que de tenter de survivre sans ressources, sans argent, dans des bidonvilles où leur dénuement est total, tandis qu'à quelques kilomètres, voire quelques centaines de mètres de là, s'affichent d'insolentes richesses.

Cette situation inquiète bien sûr aujourd'hui les classes dirigeantes brésiliennes. Depuis 1978, des mouvements de grèves ont périodiquement lieu dans les grandes usines et dans les campagnes. Des explosions de colère aussi. On a ainsi vu des habitants des bidonvilles piller des supermarchés. On a vu des groupes de paysans du Nordeste s'organiser pour descendre dévaliser les centres commerciaux des villes proches. Par ailleurs, le Brésil disposant encore de terres vierges, des paysans chassés de leurs terres vont s'y installer, jusqu'à ce que des capitalistes les repoussent. Et c'est bien souvent les armes à la main que des

communautés paysannes résistent aux bandes armées des sociétés capitalistes.

C'est sans doute pour calmer ces tensions sociales, qui peuvent dégénérer à tout moment en explosions de colère et se généraliser, que José Sarney repare aujourd'hui de ce projet de réforme agraire que les militaires avaient eux-mêmes élaboré en 1964, au lendemain du coup d'Etat, mais qu'ils ont toujours renoncé à appliquer parce que les propriétaires ruraux s'y opposaient.

Alors, aujourd'hui, rien ne dit que ce projet se réalisera et que Sarney, comme ses prédécesseurs, ne remettra pas sa réforme dans un tiroir si les propriétaires fonciers s'insurgent. Mais même si les mesures prévues étaient réellement prises, elles ne résoudraient pas le problème de la situation dans les campagnes. Même si, d'ici juillet 1986, 100 000 paysans se retrouvaient sur des terres en friches depuis des années et si plus d'un million en bénéficiaient d'ici 1990, cela résoudrait peut-être le problème de la faim pour les paysans concernés, mais pas celui de la misère de dizaines de millions de déshérités brésiliens des campagnes et des villes. Car Sarney ne veut pas toucher aux intérêts des capitalistes. Il l'a dit, et on ne peut rien attendre d'autre de lui. Il ne veut pas toucher à la propriété. Il veut une solution « sans traumatisme ». Mais il n'y a pas de solution au problème paysan au Brésil sans une lutte sans merci contre les classes dirigeantes, sans une lutte sans merci des paysans pauvres qui auront pour alliés les millions de prolétaires des villes que ce même capitalisme condamne eux aussi à la misère.

Si aujourd'hui Sarney parle de réforme, c'est parce qu'il craint la colère des classes chaque jour plus pauvres que le gouvernement civil tente aujourd'hui d'endormir, après que des années de dictature militaire ont tenté, sans y parvenir, de les museler.

Henriette MAUTEY

La guerre des étoiles et la bataille des trusts pour les profits militaires

En réplique au programme américain de préparation à la guerre des étoiles, Mitterrand propose la mise sur pied d'un programme européen, dénommé Eurêka, de développement des technologies modernes.

Il s'agit là d'une position constante de la bourgeoisie française qui, depuis la dernière guerre, a réalisé la majeure partie de ses profits sous l'aile protectrice de l'Etat français. Qu'il s'agisse de l'aviation, de l'électronique ou de la construction de centrales nucléaires, la bourgeoisie industrielle française vit dans une large mesure des commandes étatiques.

Mais, les techniques devenant de plus en plus coûteuses et difficiles à maîtriser, les subsides de l'Etat français ne sont plus à la mesure de l'appétit des trusts. D'où la nécessité d'élargir le marché et la proposition faite à la bourgeoisie allemande de participer au projet européen Eurêka.

Mais la bourgeoisie allemande n'est pas si pressée de se lier les mains. Entre l'offre française et l'offre américaine, les trusts allemands essayent de faire monter les enchères. Et si Kohl a dit « oui », ce n'est qu'un « accord de principe » pour l'instant !

Dans une récente interview à *Time*, le conseiller du chancelier Kohl pour les affaires étrangères et militaires a affirmé que l'Allemagne ne participera au programme lancé par Reagan que si elle a accès à l'ensemble du programme et peut en retirer des avantages en matière de technologie. Dans le

AFP

même temps, le gouvernement allemand laisse la porte ouverte à une négociation avec la France sur le projet Eurêka.

De leur côté, des firmes françaises comme Thomson et Matra ont elles aussi pris des contacts pour tenter de s'assurer une petite part du gâteau des commandes américaines.

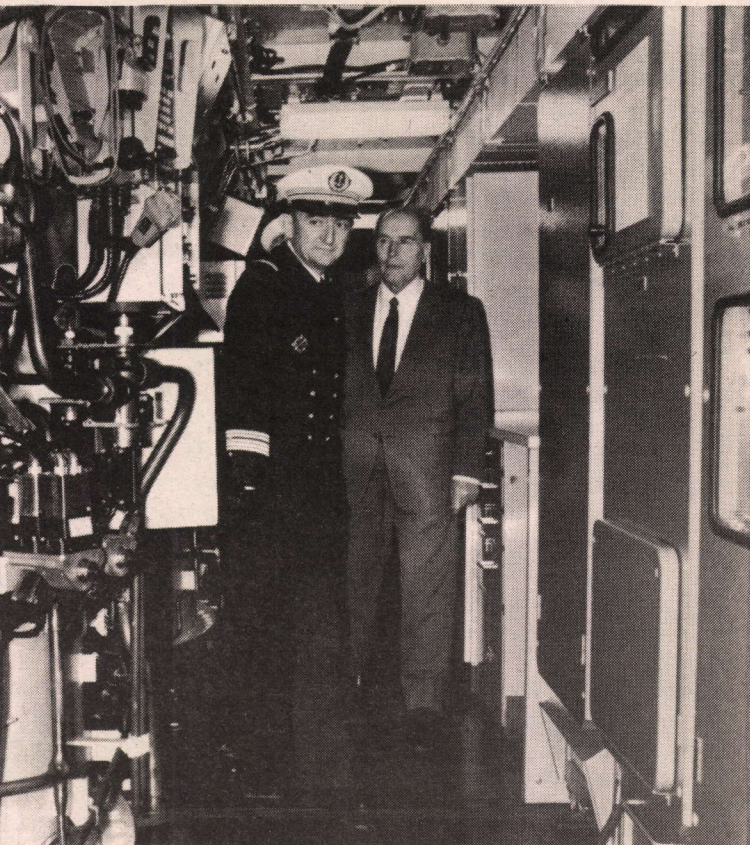
C'est que l'armement et tout ce qui va avec intéresse de plus en plus toutes les bourgeoisies occidentales. En période de crise, quand le pouvoir d'achat se réduit et que les Etats volent au secours des trusts, les profits les mieux garantis sont ceux de l'armement.

Aux Etats-Unis, une gigantesque bataille d'enchères se livre autour du fabricant de missiles et de satellites militaires Hughes Aircraft. Outre Boeing, General Electric, Ford, Chrysler et General Motors se sont aussi portés candidats.

Partout les trusts sont à l'affût pour prendre leur part des commandes à venir. Et cela le plus rapidement possible. Outre les armes de demain, qui ne représentent encore qu'une petite part des dépenses, il y a dès maintenant l'accroissement des dépenses militaires classiques en matière d'avions, de sous-marins, de missiles et de bombes nucléaires.

« La dissuasion nucléaire a encore de longues années devant elle » a déclaré Mitterrand venu admirer le départ du sous-marin nucléaire *l'Inflexible*, le petit dernier du marché français.

Pierre VERNANT



Mitterrand admirant « la pointe de la technique » française en matière de destruction (*l'Inflexible*, sous-marin atomique à 16 missiles à têtes multiples).

Aux Antilles, patrons et préfets contre les grévistes

Depuis plusieurs semaines, de nombreuses grèves se déroulent en Martinique et en Guadeloupe.

Il s'agit de conflits où les travailleurs se défendent contre les effets de la crise.

Ces grèves se déroulent souvent dans de toutes petites entreprises (de quelques travailleurs à quelques dizaines). Les grévistes se battent soit pour des augmentations de salaires, soit lors de licenciements.

Il faut rappeler que la majeure partie des travailleurs du secteur privé touchent des salaires très bas. En général, le SMIC ! Mais celui-ci est légèrement inférieur à 3.600 F, donc nettement plus bas qu'en métropole.

Si les grèves se multiplient depuis deux mois de cette façon aux Antilles, c'est aussi parce que la crise s'est fait sentir plus tard qu'en France. Probablement parce que la faible économie antillaise est peu industrielle.

Aujourd'hui, dans beaucoup d'entreprises qui font partie des services ou du commerce, il y a une volonté très nette des patrons de se débarrasser d'une partie de leur personnel. Les « difficultés économiques » pour les patrons entraînent qu'ils veulent faire faire le même travail par moins de gens !

Bien évidemment, au cours de ces grèves, longues pour la plupart, les patrons cherchent et trouvent du secours du côté de l'administration coloniale.

En Martinique, les gendarmes sont intervenus contre les grévistes de l'entreprise Fabre SA. En Guadeloupe ce sont les CRS qui sont allés dégager le port de conteneurs de Pointe-à-Pitre. Les employés de la Compagnie Générale Maritime y étaient en grève depuis le 14 mai. En particulier les « portiqueurs », qui déchargent les porte-conteneurs, paralysaient tout le système de débarquement et de chargement.

Bien qu'ils aient laissé charger les conteneurs de bananes, la radio, la presse (*France-Antilles* de Robert Hersant) ont déversé des quantités de paroles hostiles aux grévistes. Une véritable campagne contre ces grévistes-là et les grévistes en général fut déclenchée.

France-Antilles titra sur

les « 600 tonnes de victuailles bloquées par les grévistes ». Le préfet y est allé de ses déclarations à la radio et à la télé.

Finalement, les CRS ont occupé en partie le terminal de conteneurs et lancé contre les grévistes force grenades lacrymogènes ! Tout un scénario pour intimider fut mis en place ! On avait même sorti de gros engins anti-émeutes pour les faire parader sur le port ! Total : les dockers qui travaillaient non loin du terminal se sont mis eux aussi en grève pour exiger le départ des CRS. Ce qu'ils obtinrent.

Après la protestation des syndicats, le préfet s'est expliqué ainsi : « Ayant été saisi le 17 mai par la direction de la CGM d'une demande de concours de la force publique pour exécuter une ordonnance de référé prescrivant que soit garantie la liberté d'accès aux locaux de la CGM... j'ai immédiatement décidé d'y faire droit ».

C'était aussi les arguments du préfet de la Martinique pour voler au secours des Etablissements Fabre. Et encore les mêmes pour intervenir contre les grévistes d'une autre société, la

Wachter-SA-Jarry, dont les travailleurs sont en grève depuis plusieurs semaines.

En Martinique, plusieurs patrons ont refusé la présence aux négociations de responsables syndicaux « étrangers à l'entreprise ». Ils ont porté plainte. Le tribunal leur a donné raison ! Mais en attendant le jugement, ils ont orchestré eux aussi une véritable campagne antigréviste et antisyndicale.

Ce qu'il faut noter dans l'attitude des patrons, c'est qu'ils se font entendre, ils cherchent à convaincre l'opinion publique, ils crient, ils hurlent ! C'est à croire que les grévistes vont les mettre sur la paille ! Or la plupart de ces entreprises appartiennent à des Blancs, créoles riches, gros possédants, qui non seulement contrôlent le secteur de l'import-export et des supermarchés, mais aussi pratiquement tous les grands domaines (l'essentiel des terres !) qui fournissent la banane, l'ananas et la canne à sucre !

Les « difficultés » pour tous ces gens-là, qui sont à la fois importateurs de voitures, hôteliers, vendeurs d'essence, actionnaires des

supermarchés (Monoprix, Prisunic, Kdis), c'est tout simplement qu'à cause de la crise leurs capitaux rapportent moins qu'avant. Alors, ou bien ils ferment certains secteurs de leurs affaires, ou bien ils licencient en partie en faisant « tourner » avec moins de travailleurs pour un même travail.

Et pour faire face aux travailleurs, ils se concertent. Ils font durer les grèves, ils s'appuient sur les préfets, la justice, etc.

Par contre, les grandes organisations syndicales, les grands partis de gauche (PC, PS, PPM) qui se réclament de la défense des intérêts des travailleurs, n'en font pas autant ! Ni la pugnacité, ni la volonté de riposter énergiquement de façon concertée ne se retrouvent du côté de ces organisations. Les syndicats suivent les grèves quand elles éclatent, mais n'ont pas de plan face au patronat. A tel point que les plus petits syndicats tentent leur chance pour s'implanter en jouant sur la passivité des grands : ceux-ci, contrôlés par les militants du PCG et du PCM (Parti Communiste de Guadeloupe et Parti Communiste de Martinique) se laissent dépasser par ces petits syndicats nationalistes qui apparaissent comme plus durs.

Mais ni les « grands » ni les « petits » syndicats n'offrent réellement de perspectives à l'ensemble des travailleurs.

Cependant, il n'y a aucune démoralisation du côté des travailleurs. Bien souvent un réel sentiment de solidarité existe d'une entreprise à l'autre. Les travailleurs de Pointe-à-Pitre et de Fort-de-France trouveront bien à un moment donné la façon de se donner eux-mêmes les moyens d'imposer le respect aux patrons.

Dans le climat général qui règne aux Antilles, où gendarmes, CRS, juges, préfets blancs opposent systématiquement la force de leur Etat aux revendications des travailleurs noirs, le sentiment d'injustice et d'oppression raciale qui existe là-bas peut très bien demain dresser la masse des travailleurs et des pauvres contre cet Etat.

Georges RASSAMY

La filière bulgare ne vaut pas un pot de yaourt

« Je suis Jésus-Christ ! Au nom du dieu éternel et tout-puissant, j'annonce la fin du monde. Le monde va être détruit ». Telles sont les paroles qu'Ali Agça, le terroriste lié à l'extrême-droite turque, qui avait tiré sur le pape il y a quatre ans, a prononcées dans le box des accusés, ce lundi 27 mai.

Le président du tribunal n'a pas perdu son calme et a simplement signalé : « Les affaires éternelles ne sont pas de notre compétence ». En effet, la compétence des tribunaux ne va guère au-delà de la... perpétuité, la peine à laquelle Agça a été condamné lors de son propre procès.

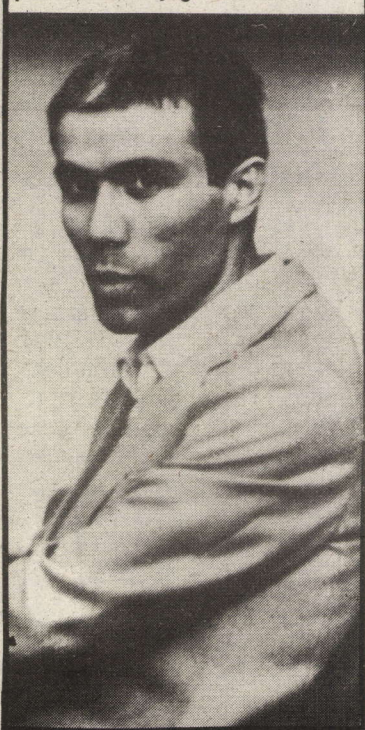
Si Agça était à nouveau dans le box, c'est que son témoignage sert de point d'appui à la thèse de la fameuse « filière bulgare », représentée ici sous l'aspect d'un petit fonctionnaire minable et désemparé, Sergueï Antonov.

En effet, en avril 1982, Agça avait demandé à voir le juge chargé de l'enquête. Il allait tout dire, « tout révéler ». Ses révélations avaient-elles un lien avec la visite de la DST italienne, intervenue quelque temps auparavant ? Mystère et boule de gomme. C'est en tout cas un point que l'enquête ne s'est pas donné la peine d'élucider.

Il faut bien constater que l'accusation repose sur le témoignage d'un fou mystique — ou d'un comédien de deuxième choix. Cela donne la valeur et le sérieux de toute l'encre qui a coulé sur cette fameuse filière bulgare. Celle-ci apparaît désormais comme une baudruche fabriquée par l'Etat italien à l'usage des journalistes en mal de copie. On comprend pourquoi, depuis quelque temps, les journalistes qui suivent encore cette affaire s'intéressent surtout à l'usage du conditionnel.

J.F.

Mehmet Ali Agça répondant aux questions des juges italiens.



dans
les entreprises

□ ALSTHOM
(St-Ouen -
Seine-St-Denis)

Débrayage contre le licenciement d'un intérimaire

Après avoir été obligée, par la riposte des travailleurs et notamment un débrayage qui avait réuni 200 ouvriers (sur les 1 000 que compte l'usine de Saint-Ouen), de promettre la réintégration à l'usine d'un jeune, revenant du service militaire, la direction de l'Alsthom Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis) annonçait à un intérimaire qu'elle allait mettre fin à son contrat à la fin du mois de mai. Elle avait trouvé la combine : elle reprendrait le jeune rentrant du service, non pas à son ancien atelier du Bobinage, mais au Magasin Général, à la place de l'intérimaire licencié.

Ce nouveau licenciement a d'autant plus révolté les travailleurs du Magasin Général que l'intérimaire menacé de licenciement travaillait dans leur secteur depuis plus de deux ans.

Même si l'usine de Saint-Ouen est encore peu touchée par les mesures de restructuration prévues dans le groupe Alsthom, puisque pour l'instant cela ne se traduit à Saint-Ouen que par des départs en FNE, façon plus douce d'imposer des réductions d'effectifs, la direction n'en est qu'à ses débuts de la restructuration et elle saisit toutes les occasions pour

réduire son personnel.

Depuis l'annonce, mercredi 23 mai, de l'intention de licencier l'intérimaire, les travailleurs du Magasin Général, une petite trentaine d'ouvriers, ont réagi, faisant plusieurs débrayages. Après le long week-end de Pentecôte, mardi 27, ils ont décidé de débrayer deux heures, au lieu d'une heure prévue initialement, et ont défilé dans les ateliers. Et ils estimaient qu'il serait bon d'organiser une première réaction au niveau de toute l'usine, avant même le débrayage de jeudi prévu par les syndicats, car il ne restait plus que trois jours avant le licenciement de l'intérimaire.

Et à leur assemblée du Magasin Général le mercredi matin, ils décidaient de passer à 14 heures dans toute l'usine pour appeler les autres secteurs à se joindre au débrayage qu'ils faisaient, eux, de 14 heures à 15 heures. La CFDT s'associait à leur appel, mais pas la CGT qui n'en tenait que pour l'action prévue le lendemain. Sur l'heure du repas, quelques représentants du Magasin Général venaient aux assemblées des divers secteurs organisées par les syndicats pour annoncer leur proposition. Et à

14 heures ils passaient dans les ateliers appeler les autres à débrayer avec eux. 90 personnes débrayèrent à leur appel ce jour-là, se retrouvant devant les grands bureaux de la direction pour protester et se promettant d'être plus nombreuses au débrayage du jeudi.

Et jeudi matin c'est à 200 que nous nous sommes retrouvés au débrayage. Les travailleurs du Magasin Général ont alors demandé des volontaires pour étoffer par des travailleurs des autres secteurs la délégation qu'ils avaient élue parmi les magasiniers pour monter à la direction. Huit volontaires se sont joints aux cinq représentants élus du Magasin. Mais la direction refusait de recevoir une délégation aussi nombreuse. Elle reçut finalement trois représentants (deux délégués CGT et CFDT et une représentante du Magasin), alors que le débrayage d'une heure se terminait ; mais c'était pour confirmer qu'elle refusait toujours de maintenir l'intérimaire dans son emploi.

Puisque cette protestation n'a pas suffi à la faire céder, il s'agit de ne pas en rester là.

Correspondant LO

Présenté comme perdu il y a quatre ans, Boussac intéresse à nouveau les capitalistes

Le dépôt de bilan est aujourd'hui devenu l'une des ficelles favorites des capitalistes pour se débarrasser des usines qu'ils estiment insuffisamment rentables, jeter les travailleurs sur le pavé et faire repartir leurs affaires d'un bon pied.

C'est ainsi que le groupe textile Boussac-Saint-Frères, présenté comme en faillite il y a quatre ans, lors du dépôt de bilan des frères Willot, apparaît maintenant suffisamment alléchant aux capitalistes pour qu'une série de groupes industriels et financiers y mettent leurs billes. La banque Worms, Total, Elf-Aquitaine et les banques d'affaires privées Dreyfus, Lazard et Charterhouse, qui n'ont pas pour réputation d'être des philanthropes, viennent en effet d'apporter un total de 400 millions de francs dans le nouveau capital de la société Agache-Willot, qui contrôle Boussac.

Quant aux frères Willot, passés il y a peu en jugement pour abus de biens sociaux, ils ont réussi à conserver 16,5 % des actions, grâce à la complicité du P-DG des Maisons Ferret Savinel et Fériel, un bon ami à eux qui a pris la présidence de Boussac. Deux des frères continuent même d'être salariés de la société et un troisième est conseiller du nouveau P-DG.

En revanche les salariés du rang, eux, ont été débarqués nombreux. Le groupe Boussac, qui employait 25 000 personnes il y a dix ans, n'en a plus que 15 000 aujourd'hui ; et trois mille emplois seront encore supprimés d'ici la fin de l'année.

Pour réussir ce dernier coup, la direction de Boussac continuera d'appliquer la même technique qui lui a si bien réussi jusque-là : la vente successive d'usines et de filiales à d'autres sociétés, qui se chargent ensuite de procéder à des licenciements par petits

paquets, de façon à éviter une réaction massive des travailleurs.

En 1981, le gouvernement avait, par la bouche de Pierre Dreyfus, ministre de l'Industrie, annoncé son intention de « faire rendre gorge aux Willot ». Après quatre années de manœuvres financières, c'est le travail qui a été étranglé et le capital qui s'est refait une santé.

Et cela avec la complicité des pouvoirs publics qui ont approuvé le plan de bout en bout. On a même vu, comme le *Canard enchaîné* l'a révélé, la police retenir durant deux jours un conseiller d'un groupe capitaliste concurrent, qui avait aussi des visées sur Boussac, qui s'appropriait à dénoncer devant l'assemblée des actionnaires le retour des Willot dans la coulisse.

L'affaire Boussac rappelle en tout cas plusieurs choses. D'abord que les pertes annoncées lors d'un dépôt de bilan sont souvent délibérément grossies par les patrons, de façon à effrayer les travailleurs. Deuxièmement que ces soi-disant industries du passé, comme les journalistes les appellent, intéressent encore beaucoup plus les capitalistes que ceux-ci ne veulent l'avouer. Enfin, que la prétendue impartialité des pouvoirs publics n'est que poudre aux yeux. Leur seule préoccupation, c'est d'éviter des réactions massives des travailleurs quand un grand groupe décide des licenciements. Tous ces gens-là forment une conspiration pour persuader les travailleurs qu'il n'y a pas d'autre issue que l'acceptation des licenciements et des sacrifices. C'est faux. Parce que, si Boussac intéresse aujourd'hui les capitalistes, s'il apparaît capable de produire des profits, il aurait tout aussi bien pu continuer à payer plus de salaires.

Pierre VERNANT

ECHOS DES ENTREPRISES

Ils nous font pitié

Les temps sont durs. Les 10 plus hauts salaires de l'entreprise ont vu leur rémunération augmentée seulement de 5,6 % en 1984. Il faut dire que, si l'on compare à 1982, cela fait 25 % en deux ans... Et puis, avec 10 millions de centimes par mois, ça permet de voir venir.

A ce prix-là, on est prêt à accepter le blocage des salaires !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Intertechnique, Plaisir (78).

A deux par lit ?

Le service de Réanimation de Neuro-Chirurgie est toujours archi-plein et, quand il y a une entrée... c'est la panique.

Il faut donc caser comme on peut les malades, dans les couloirs, et lorsqu'il s'agit d'enfants, on les met dans une chambre occupée.

C'est quand même gros, quand on sait qu'il y a plus d'un tiers des lits de la réanimation qui ne sont pas ouverts... faute de personnel !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CHR Lille.

Quel pisse-froid !

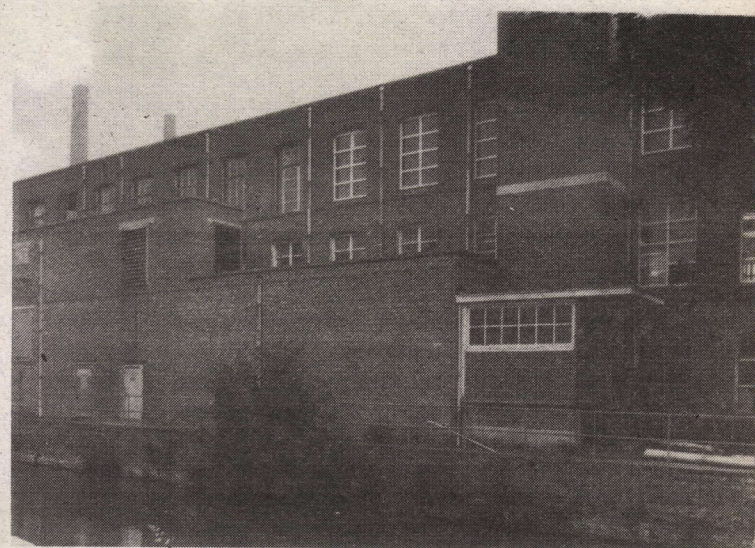
Au magasin S, le jour de la remise des feuilles de paie, plusieurs camarades discutaient, preuves à l'appui, des salaires Chaignaud.

Tout à coup, le chef du magasin a surgi comme un diable sortant de sa boîte : « Je vous interdis de vous montrer ça ! Je vous préviens : ça va aller chercher loin ! »

Non mais, voilà que ce grand pudique se prend pour un inspecteur de la brigade des mœurs, maintenant.

C'est sûr que la sienne, il la cache bien. Mais il faudra bien qu'on la voie un jour !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chaignaud (Charente).



« Renoir »

au Grand Palais à Paris

Le Grand Palais à Paris accueille jusqu'au 2 septembre l'*Exposition Renoir*. 124 tableaux, choisis dans les musées et collections du monde entier, permettent de mieux comprendre le peintre que fut Auguste Renoir et la place qu'il occupa à une époque de remise en cause, à la fin du siècle passé.

« La peinture n'est pas de la rêvasserie. C'est d'abord un métier manuel, et il faut le faire en bon ouvrier », disait Renoir de son art. Dans sa jeunesse il avait reçu une formation d'artisan (apprenti-peintre sur porcelaine, éventails et stores, dessinateur d'armoiries). Puis, élève assez médiocre de l'école des Beaux Arts, il entra à l'escalier de Gleyre où il retrouva un groupe de jeunes peintres : Monet, Bazille, Sisley, qui ne voulaient plus peindre les sujets nobles et monumentaux de la peinture classique, effectués en atelier sous une lumière artificielle, mais des scènes de la vie réelle et en plein air.

Admirateur de Courbet et de Delacroix, choisissant ses sujets dans la vie quotidienne, Renoir adhéra pleinement aux recherches de Manet, qui s'appliquait à démasquer tout ce qui, dans l'art, n'était au fond que convention. Dans la réalité, le soleil provoque des oppositions violentes. Les parties éclairées sont plus lumineuses qu'à l'atelier et les ombres ne sont pas uniformément grises ou noires, car la lumière reflétée par les objets environnants, les colore.

Les théories nouvelles ne concernaient pas seulement la vision des couleurs en plein air, mais aussi celles des formes en mouvement. Les artistes refusaient de suivre ce qu'ils savaient des formes, pour ne représenter que ce qu'ils en voyaient vraiment. En effet, devant une scène véritable, nous ne saisissons jamais tout le détail, un point nous frappe et le reste demeure confus. Ainsi, Renoir, dans une toile comme *Le Moulin de la Galette*, cherchait à représenter l'atmosphère, une atmosphère de fête. Il voulait rendre le papillotement de couleurs vives, rendre l'effet d'une foule tournoyante. En fait, seuls quelques visages du premier plan sont représentés de façon assez précise, au-delà, les formes semblent se dissoudre dans le soleil.

Toute cette école de jeunes peintres, les « impressionnistes », comme on les nommait par dérision, avaient compris qu'il suffisait de donner à l'œil juste une indication, pour qu'il reconstitue de lui-même une forme qui lui était familière. Mais de telles peintures ne se regardaient pas le nez sur la toile, comme le faisaient les premiers visiteurs des expositions impressionnistes, qui n'y voyaient alors qu'un mélange confus de couleurs posées au hasard... par le pinceau d'un fou.

A partir de 1868, Renoir travailla auprès de Monet, côte à côte, sur les bords de la Seine, ils peignaient des sujets identiques. Ce furent des années proches de la misère. Plusieurs



de ses tableaux furent refusés au salon officiel. Ce n'est qu'en 1875 que la commande de quelques portraits lui permirent de joindre les deux bouts.

Renoir n'était pas pour autant satisfait. Il ne voulait pas s'enfermer dans une école, quelle qu'elle soit, même celle de ceux qui refusaient l'école traditionnelle. En 1879, comme Sisley et Cézanne, il refusa de participer à la quatrième exposition du groupe impressionniste. Grâce aux premiers achats de tableaux du mécène Durand-Ruel, il entreprit alors des voyages en Algérie et en Italie, où il redécouvrit la peinture de Raphaël. Il tenta alors de concilier la tradition classique et l'expérience impressionniste, en choisissant toujours des sujets contemporains.

Après cette période d'expérimentations techniques, Renoir va se tourner vers de grands peintres classiques, Titien, Velasquez, Rubens, Rembrandt, Vermeer.

A partir de 1890, il peignit essentiellement des figures

féminines. Il voulait peindre du « joli ». « Il y a assez de choses embêtantes dans la vie pour que nous n'en fabriquions pas d'autres », disait-il alors. Sa grande idée, c'était : la femme en harmonie avec la nature, au prix d'idées bien réactionnaires d'ailleurs. Ainsi, il ajoutait : « Je considère comme monstres les femmes littéraires, avocates et politiques. La femme artiste n'est que ridicule... ».

On le voit, la plume de Renoir était loin de valoir son pinceau.

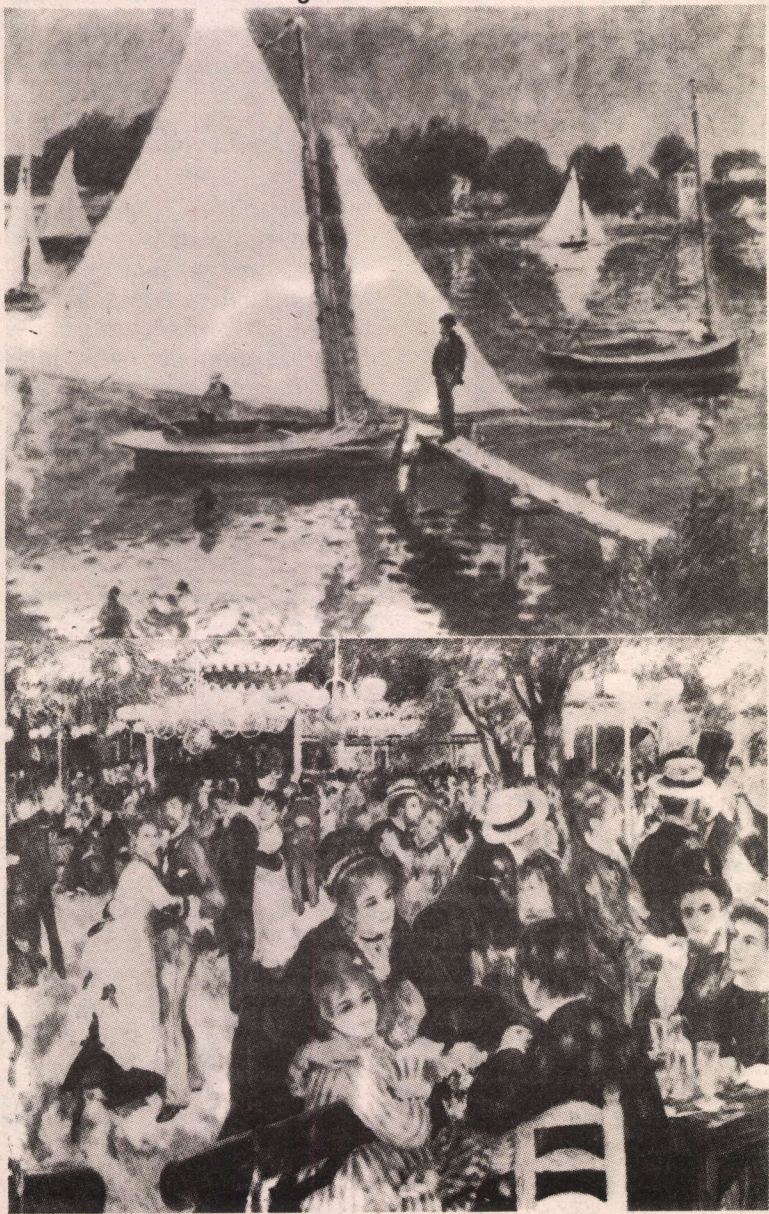
Annick MORIZET

Renoir au Grand Palais, jusqu'au 2 septembre, tous les jours sauf mardi, de 10 h à 20 h, le mercredi jusqu'à 22 h.

Prix d'entrée : 22 F. 16 F le samedi.

A l'espace 104, dans le Grand Palais, projections de films tous les jours (sauf mardi) :

10 h 15 : Claude Monet.
11 h 15 : Renoir. 14 h 30 : Renoir. 14 h 55 : Monet. 16 h : Renoir.



« Mémoires d'Isles »

Maman N.

et Maman F.



Ceux qui n'ont pas eu la chance de voir au théâtre cette pièce (interprétée en 1983 par le Théâtre du Campagnol qui la fit connaître et applaudir en France) peuvent lire son texte qui vient d'être publié. Et il se lit d'un trait.

Brève et incisive, avec l'humour et la tendresse qui accompagnent, au détour d'une réplique, la dénonciation de la situation des Noirs pauvres des Antilles, la pièce met en scène deux femmes âgées de la Martinique qui racontent, un soir de fête, leurs souvenirs. Le passé de l'une, originaire de la campagne, devenue institutrice, rejoint celui de la seconde, originaire, elle, du petit peuple prolétaire des villes.

En quelques phrases, elles évoquent l'Eglise coloniale, les colons, l'esclavage et la fierté de

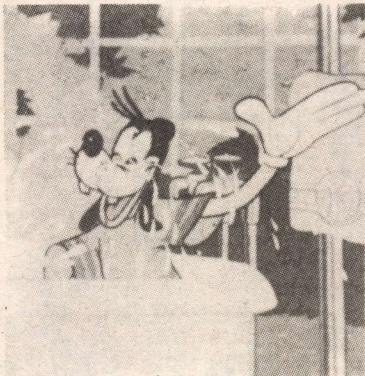
se souvenir des nègres marrons, la misère aussi. Nous suivons les longs kilomètres que font les enfants, à travers la campagne, pieds nus, pour aller — bien peu, trop peu de temps — à l'école. Les guerres successives menées par la puissance coloniale française emportent au loin les pères, les frères, les amis, qui ne reviennent pas toujours. Le travail de la canne, la répression, bref tout ce qui fait la vie des paysans et ouvriers des Antilles est esquissé en quelques pages simples, drôles et émouvantes qu'il faut lire... en attendant de pouvoir voir ou revoir cette pièce sur une scène de théâtre. L.P.

Mémoires d'Isles. Maman N. et Maman P. de Ina Césaire. Editions Caribéennes. 85 pages. 35 F.

Sélection

Samedi 1^{er} juin

20 h 05. FR3. Le Disney Channel nous entraîne toujours dans les coulisses des ateliers de fabrication des dessins animés de Walt Disney ; avec quelques-uns des meilleurs dessins animés et une séquence des aventures de Zorro.



22 h 05. A2. Les Enfants du rock sont consacrés à Jesse Garon et Kid Creole and the Coconuts.

Dimanche 2 juin

15 h 15. FR3. Théâtre : Les chemins de fer, comédie satirique d'Eugène Labiche sur le petit monde du rail, voyageurs et employés, au 19^e siècle.



18 h 05. TF1. Guerre et Paix, feuilleton, d'après le grand roman de Tolstoï ; c'est le 3^e épisode consacré à la bataille d'Austerlitz.

22 h 35. FR3. Le Rebelle, film de King Vidor avec Gary Cooper. Un architecte indépendant et décidé à ne pas se laisser acheter entreprend la construction d'un building original.

23 h. A2. Ballet pantomime : Carnaval. Sur une musique de Robert Schumann, avec une chorégraphie de Michel Fokine, telle qu'il la créa, en 1910, à Saint-Petersbourg.



Lundi 3 juin

20 h 35. TF1. Humour noir et comédie inénarrable avec le film Une belle fille comme moi de François Truffaut. Bernadette Lafont, Claude Brasseur et Charles Denner s'en donnent à cœur joie... et le spectateur aussi.

20 h 35. FR3. Film psychologique : La Chamade, d'Alain Cavalier, avec Catherine Deneuve et Michel Piccoli, d'après un roman de Françoise Sagan. Une peinture de la futilité de la société mondaine.

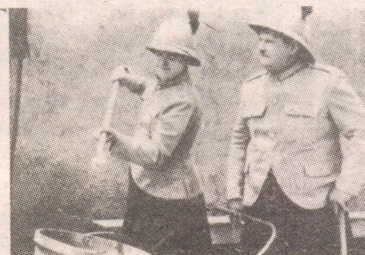
tival d'Annecy, dans lequel on pourra écouter deux morceaux de Stéphane Grappelli.

Mardi 4 juin

20 h 35. A2. Film sentimental : L'amour nu, de Yannick Bellon, avec Marlène Jobert. Une jeune femme découvre qu'elle a un cancer au sein. Le film est suivi d'un débat intitulé : Le cancer : où en est-on ?, auquel participeront différentes personnalités médicales.



20 h 35. FR3. Un film burlesque : Bons pour le service, de James W. Horne, avec Laurel et Hardy, soldats de l'armée britannique aux Indes ; et qui ne se gênent pas pour battre en brèche toutes les idées reçues sur les prétendus exploits civilisateurs de l'impérialisme britannique aux Indes.



22 h 25. TF1. Destination Cap-Vert est un documentaire de Philippe Rouleau sur les îles de cet archipel situé au large des côtes sénégalaises.

Mercredi 5 juin

21 h 45. TF1. Quatrième épisode d'une série consacrée à l'Histoire secrète du pétrole. Elle s'intitule ce soir : Le temps des premiers craquements, et aborde la période s'étendant de 1941 à 1944. Des historiens, des capitalistes du pétrole ainsi que l'ancien Premier ministre de l'Iran du Chah, participeront à l'émission.

22 h 25. FR3. Terre classée : Téléfilm de Jacques Cornot sur deux familles de petits agriculteurs du Midi, leurs problèmes et leur travail.



Jeudi 6 juin

20 h 35. TF1. L'An Mil. Deuxième partie de ce téléfilm sur le Moyen-Age, dont Georges Duby, historien spécialiste de cette époque, est le conseiller historique.



20 h 35. A2. Manon 70, de Jean Aurel, avec Catherine Deneuve et Sami Frey. Une version contemporaine du roman de l'abbé Prévost, racontant les amours et malheurs d'une belle jeune femme aimant un peu trop l'argent...

22 h 15. A2. Résistances, magazine des droits de l'homme, présente quatre séquences. L'une consacrée au Carrefour international « droits de l'homme et libertés », l'autre aux Boat People, avec des documents à l'appui ; la troisième réalisée par un journaliste américain sur les guérillas du Sentier Lumineux au Pérou, la dernière enfin sur la révolte des prisons.

23 h 20. TF1. Nuit de l'Inde, une émission qui se veut un hommage à l'Inde à l'occasion du lancement de « l'année de l'Inde », avec un film de Satyajit Ray : Délivrance, évoquant les relations entre un « Intouchable » et un brahmane. Ce petit film sera suivi de musique, de danse et de divertissements indiens.

Vendredi 7 juin

21 h 30. FR3. Vendredi : « La France à la trois », mène l'enquête sur la mort à l'hôpital de Nicole Berneron, le 30 octobre 1984. Poitiers : questions sur un fait divers. Un débat suit avec la participation de médecins, de magistrats et de journalistes.

21 h 35. A2. Soirée franco-indienne avec, à 23 h 10, un film du réalisateur indien Satyajit Ray : Charulata, relatant l'émancipation d'une jeune femme de la tutelle de son mari, à Calcutta, en 1879.



22 h 15. TF1. Théâtre : Messieurs les ronds-de-cuir, de Georges Courteline. Une satire irrésistible de l'administration.



MOTS CROISÉS

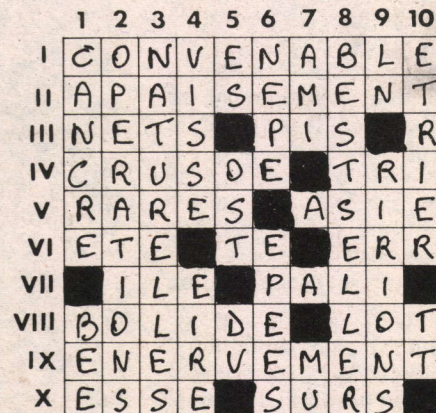
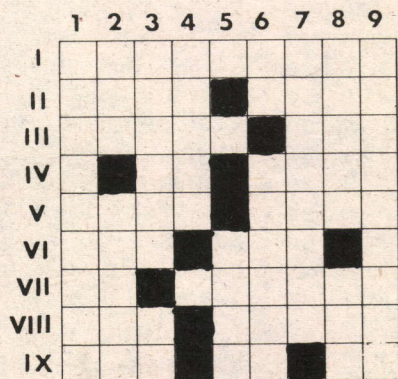
HORIZONTALEMENT

I. L'une d'une bande de quatre. II. A un penchant assez prononcé - Souvent chère. III. Evoque la fin d'une année ou d'une vie - Celui du chasseur est dangereux. IV. Jeu asiatique (inversé) - On ne recueille que ce qui l'a été. V. Elle donne le ton (anagramme) - En Algérie. VI. La fin d'un amour grec - Il tourne au vinaigre. VII. Au milieu de la face - Cousin par exemple. VIII. Suit la queue - Assemblée des pages et des pages. IX. Du côté de l'Orient - Personnel - Là où commence et finit un lys.

VERTICALEMENT

1. Dans une série de neuf, signée Beethoven. 2. Montra sa joie - Parfois d'or ou d'argent. 3. Saignent le malheureux - Clé. 4. Ses champs ne se labourent pas. 5. Station de sports d'hiver. 6. Marque d'infinifit - Sa tenue sort de l'ordinaire. 7. Qualifie un certain amour. 8. Passa devant - Il est le plus long du monde. 9. Elles sont signes de paix.

Solution du problème précédent



« Adieu Bonaparte »

de Youssef Chahine

Adieu Bonaparte relate, à travers l'équipée de Bonaparte en Egypte, l'histoire des illusions perdues d'un jeune Egyptien, Ali, qui espérait des « libérateurs » la venue de grands changements, et d'un général-savant, Caffarelli, qui rêvait de faire partager ses connaissances et sa culture et d'être accueilli en bienfaiteur sur le sol égyptien.

1798, c'est l'année où le Directoire, le dernier gouvernement de la 1^{re} République, juste avant de laisser la place au Consulat puis à l'Empire, mène un peu partout des expéditions militaires destinées à étendre le domaine des affaires de la jeune bourgeoisie française qui cherche à limiter l'influence de sa grande rivale : l'Angleterre.

L'arrivée en Egypte du corps expéditionnaire français avec ses 40 000 hommes engendre la peur, voire la panique chez une bonne partie de la population qui craint que les « infidèles » ne se livrent à des massacres. Mais d'autres, comme le jeune Ali, qui supportent mal le poids de l'arriération et la dictature des Mamelouks à la solde du Sultan, accueillent avec enthousiasme et espoir ces troupes venues d'un pays qui vient d'accomplir une grande révolution.

Ali et son frère, embauchés au service du général Caffarelli, se lient avec ce général qui cherche à conquérir le cœur des Egyptiens en leur dispensant ses connaissances, qui délaisse la construction de fortifications pour se consacrer à celle des moulins... Bonaparte a en effet amené avec lui plusieurs dizaines de savants imbus de leur mission civilisatrice et chargés d'impressionner les Egyptiens.

Mais très vite, l'armée de Bonaparte, prise au piège après la destruction de sa flotte à Aboukir, apparaît pour ce qu'elle est : une armée d'occupation qui suscite l'hostilité de plus en plus grande de la population. Les notables et les jeunes appellent à la révolte. Celle-ci est noyée dans le sang et le fossé se creuse entre les occupants et ceux-là mêmes qui les avaient accueillis avec espoir.

Le film dépeint fort bien les rapports qui se nouent entre l'armée de Bonaparte et la population et il illustre l'idée que la liberté et la civilisation ne saurait être exportée à la pointe des baïonnettes.

Le film permet au public français de mieux comprendre, au-delà de l'imagerie d'Epinal trop souvent utilisée ici, ce que furent les expéditions de Bona-

parte, les espoirs et les déceptions qu'elles suscitèrent, et c'est certainement là son aspect le plus intéressant.

Mais la portée du film pour le public égyptien est certainement beaucoup plus ambiguë. D'ailleurs le choix même du sujet de la part du réalisateur, lui-même égyptien, n'est évidemment pas innocent.

Au moment où les polémiques sont, paraît-il, vives en Egypte entre les tenants de l'intégrisme musulman qui rejettent toute ouverture vers l'extérieur et les intellectuels qui sont attirés par l'Occident, le réalisateur semble se placer en arbitre : à la fois adversaire de l'obscurantisme, partisan du progrès, des échanges culturels, professant un humanisme d'ailleurs bien abstrait, prêchant l'amour et l'amitié, il prône aussi, et avant tout, le rassemblement et l'unité de la nation égyptienne par-delà les polémiques et les querelles intestines. Youssef Chahine exprime sans doute là les sentiments d'un certain nombre d'intellectuels qui tout en se voulant progressifs et libéraux sont avant tout nationalistes et prêts du même coup à bien des concessions, y compris envers la religion si celle-ci se révèle capable de jouer un rôle unificateur.



Aussi, si l'on est pris par le scénario, la beauté des images, le jeu des acteurs, l'humour qui n'est pas absent du film, force est de reconnaître que le film n'a pas que des aspects positifs. Et on ne peut que regretter que Youssef Cha-

hine, avec tout son talent, n'ait finalement rien d'autre à faire partager au public de son pays que la conviction que la voie nationaliste est finalement la seule possible.

Dominique CHABLIS

Sélection cinéma

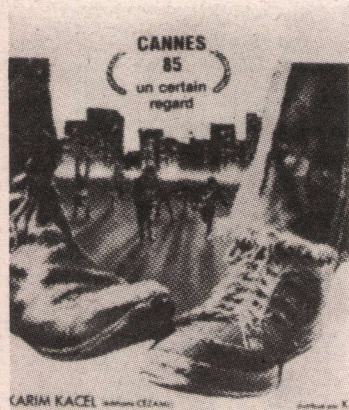
Films récents...

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE.

de Medhi Charef.

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.

Gaumont Richelieu 2°. Danton 6°. Gaumont Ambassade 8°. Lumière 9°. Athéna 12°. UGC Gobelins 13°. Gaumont Sud 14°. Montparnos 14°. 14 Juillet 15°.



ANTARCTICA

de Koreyoshi Kurahara.

Les chiens d'une expédition scientifique luttent pour leur survie. Magnifiques images de l'Antarctique. Paramount Marivaux 2°. Paris Loisirs 18°.

LA DÉCHIRURE.

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Paramount Odéon 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Paramount Opéra 9°.

EIJANAICA.

de Shohei Imamura.

Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX^e siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissent alors dans le mot d'ordre « Changer le monde ». Olympic Entrepôt 14° (vo).

LA ROUTE DES INDES

de David Lean

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2°. Hautefeuille 6° (vo). Gaumont Ambassade 8° (vo). Ecurial Panorama 13° (vo). Gaumont Sud 14°. Montparnos 14°. Kinopanorama 15° (vo).

AU-DELÀ DES MURS.

d'Uri Barbash.

Dans une prison israélienne, des « droits communs » juifs et des prisonniers politiques palestiniens, que sépare un fossé de haine, finissent par fraterniser face à l'administration. Un tableau de la violence de la société israélienne, mais aussi un film d'espoir.

Gaité Boulevard 2°. Marbeuf 8° (vo). Espace Gaité 14° (vo).

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleuse.

Impérial 2°. Vendôme 2° (vo). Lucernaire 6° (vo). George V 8° (vo). Montparnos 14°.



LA DIAGONALE DU FOU

de Richard Dembo.

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas. Cluny Palace 5°. Colisée 8°.

... Et moins récents

GREYSTOKE.

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Capri 2°.



KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie. 14 Juillet 6° (vo).

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte.

Des flics corrompus —

interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Danton 6°. Maxeville 9°. Biarritz 8°. UGC Boulevards 9°. Fauvette 13°. Paramount Montparnasse 14°. Convention St-Charles 15°. Passy 16°.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

Panthéon 5° (vo). Marbeuf 8° (vo).



Le FLNKS décide de participer au scrutin régional

Le congrès du FLNKS, réuni les 25 et 26 mai, a pris la décision de participer au scrutin régional qui doit avoir lieu en août. Certes, le plan Fabius qui repousse le référendum sur l'indépendance à l'après-86, quand la droite sera selon toute vraisemblance redevenue majoritaire à l'Assemblée nationale, constitue un reniement pur et simple des promesses d'indépendance faites par les dirigeants socialistes. Mais, compte tenu du rapport de forces sur le terrain, les dirigeants du FLNKS ont estimé préférable d'essayer d'utiliser la campagne électorale pour renforcer leurs positions dans les différentes régions de l'île.

Le congrès, tout en réaffirmant son opposition à la construction d'une base militaire en Nouvelle-Calédonie, a aussi décidé de renoncer à la manifestation prévue sur ce thème le 8 juin prochain à Nouméa.

C'est à Nouméa que sont regroupés la plupart des activistes blancs, c'est là qu'ils se sentent forts et qu'ils se sont livrés il y a trois semaines à des pogromes anti-mélanésiens, sans qu'interviennent les forces dites de l'ordre.

Il y a aujourd'hui en Nouvelle-Calédonie 6 300 hommes en armes. Un pour dix Kanaks, enfants compris. Et ceux-là, le peuple kanak a payé de son sang pour le savoir, sont tout sauf neutres. Ils choisissent les cibles qui leur conviennent, comme ceux du GIGN qui ont assassiné Eloi Machoro et Marcel Nonnaro. Et cela en toute impunité, puisque Hernu a promis un poste important au commandant des forces de gendarmerie de l'île, qui sera ainsi récompensé pour ce haut fait de ses subordonnés.

La FLNKS a donc bien des raisons de se méfier des provocations possibles. Mais les petits Blancs n'ont pas non plus de raisons de pavoiser. Car ils sont en train de se faire piéger. L'extrême-droite se sert d'eux à Nouméa mais, dans les villages isolés, ce sont eux qui payeront pour ses crimes et ses exactions. Et les partis de droite, eux aussi, ont bien l'intention de les utiliser, ici en France, pour les besoins de leurs manœuvres électorales.

Le débat qui vient de s'ouvrir à l'Assemblée nationale sur le projet de Fabius est l'occasion pour les chefs des partis de droite de tenter de mettre en difficulté le gouvernement. Il s'agit une fois de plus, selon une technique bien rodée, de montrer que le gouvernement est faible, qu'il n'a pas la situation en main, que ses projets sont irréalisables.

Le journaliste baroudeur Thierry Desjardins du *Figaro*, qui fait partie de la droite de la droite, écrivait récemment : « Il faudrait que nos parlementaires le comprennent bien. La crise calédonienne aurait pu être réglée il y a six mois avec un peloton de gendarmerie et aujourd'hui encore deux compagnies de CRS suffiraient amplement pour que tout rentre dans l'ordre ». Et le même plume tiffait en parlant des Kanaks de Thio : « Je les ai vus sur place : une horde de sauvages à moitié nus, ivres d'alcool, de haine, armés de machettes, de casse-tête, de coupe-coupe ». Comme toujours, ceux qui jettent de l'huile sur le feu le font de loin, ou se retirent à temps pour laisser les autres se brûler les doigts. Et dans quelques années le même se lamentera sur le sort des pauvres Blancs de Calédonie, comme lui ou ses semblables l'ont déjà fait avec les pieds-noirs qu'ils avaient poussés dans l'impasse.

Le journaliste baroudeur Thierry Desjardins du *Figaro*, qui fait partie de la droite de la droite, écrivait récemment : « Il faudrait que nos parlementaires le comprennent bien. La crise calédonienne aurait pu être réglée il y a six mois avec un peloton de gendarmerie et aujourd'hui encore deux compagnies de CRS suffiraient amplement pour que tout rentre dans l'ordre ». Et le même plume tiffait en parlant des Kanaks de Thio : « Je les ai vus sur place : une horde de sauvages à moitié nus, ivres d'alcool, de haine, armés de machettes, de casse-tête, de coupe-coupe ». Comme toujours, ceux qui jettent de l'huile sur le feu le font de loin, ou se retirent à temps pour laisser les autres se brûler les doigts. Et dans quelques années le même se lamentera sur le sort des pauvres Blancs de Calédonie, comme lui ou ses semblables l'ont déjà fait avec les pieds-noirs qu'ils avaient poussés dans l'impasse.



Les flics de l'Etat français en Nouvelle-Calédonie.

L'indépendance à laquelle le peuple kanak a droit, il ne l'obtiendra pas sous un gouvernement socialiste trop lâche pour cela. Dans quelques années, c'est la droite qui fera ce qu'elle feint de condamner aujourd'hui, comme De Gaulle l'a fait en Algérie.

Les Messmer, les d'Aubert, qui ont pris la parole pour condamner la politique socialiste, se gardent d'ailleurs bien de faire ouvertement campagne contre l'indépendance. Ils accusent le PS de la rendre inéluctable par sa politique irresponsable. Ces gens-là ont déjà une petite idée sur ce qu'ils feront quand ils seront au pouvoir. Les Blancs qui souhaitent rester en Nouvelle-Calédonie feraient bien d'y réfléchir.

Pierre VERNANT

Quand la balance penche à droite

Jean-Marie Tjibaou, président du FLNKS, a été condamné à un an de prison avec sursis et 10 000 F d'amende pour avoir « entrepris de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ». Le juge qui a rendu cette condamnation préside la XVII^e Chambre correctionnelle qui, selon les textes, n'a aucune qualité pour apprécier ces questions. Le ministère de la Justice a d'ailleurs fait appel sur-le-champ.

La presse de droite elle-même a avoué sa surprise devant le jugement. Il n'y a pas que dans la gendarmerie qu'on trouve des gens voulant faire des cartons sur les Kanaks.

« Droits de l'Homme » et colloques mondains

Le gouvernement en fait, des efforts, pour soigner sa publicité à la veille des législatives !

L'opération a été bien montée de longue date et l'on a pu voir, réunis à Paris à l'initiative de Fabius, pas moins de cinq prix Nobel (Walesa étant là moralement, même s'il en était empêché physiquement), le président du Conseil constitutionnel, Daniel Mayer, des écrivains, des artistes, des intellectuels venus de tous les continents, pour discuter de la grave question des droits de l'Homme.

Ces droits de l'Homme bafoués, foulés aux pieds d'un bout à l'autre de la planète, du Chili à la Corée, de l'Afrique du Sud à l'Indonésie, de la Turquie au Salvador, de la Pologne à l'Afghanistan, quel magnifique thème pour les discours ! On peut s'en gargariser, des droits de l'Homme. A condition d'oublier ce qui se passe parfois dans les commissariats de la France de M. Fabius eux-mêmes, sans parler de la situation dans ses colonies, le sujet est toujours actuel. Le gouvernement peut s'en emparer et même s'en parer. Et c'est une coquette qui ne coûte finalement pas trop cher : tout juste le prix des petits fours et des billets d'avion.

Quand on est au pouvoir, qu'on dispose des moyens d'un appareil d'Etat, se vanter d'organiser un colloque, c'est-à-dire des bavardages sur la question, c'est honteusement dérisoire. Mais les gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite, n'ont aucune honte. Tous ces gens assassinés, torturés, emprisonnés de par le monde peuvent au moins servir au Parti Socialiste à raviver son image de parti de gauche, bien ternie après quatre ans au pouvoir, voire à se poser en rassembleur de tous les « démocrates ». Fabius n'a-t-il pas affirmé que le thème des droits de l'Homme « traverse tous les courants politiques et peut réunir tous les Français ? » D'ailleurs Simone Weil et Bernard Stasi ont accepté de participer au colloque.

Bref, Fabius peut être satisfait et content de lui. Quant aux emprisonnés et torturés de par le monde, ils pourront se consoler en apprenant — si même ils l'apprennent — que le gouvernement français « colloque » sur leur sort.

Dominique CHABLIS

Chez Fiat en Italie, après des milliers de licenciements, une bonne année pour les actionnaires

Le groupe FIAT vient d'annoncer triomphalement ses résultats financiers pour 1984 : avec un chiffre d'affaires en progression de 8 % par rapport à 1983, les résultats consolidés du groupe font apparaître un triplement de ses profits, qui sont passés de 12,5 milliards à 31,5 milliards de francs pour la même période. Et le conseil d'administration du groupe a annoncé qu'il s'apprêtait à distribuer aux actionnaires des dividendes en augmentation de 22 %.

Le secteur automobile à lui seul a permis à FIAT de dégager des bénéfices de 12 milliards de francs, contre 4 milliards en 1983.

Il faut dire que dans ce domaine la production s'est accrue, tandis que dans le même temps 8 700 emplois ont été supprimés.

Ces résultats semblent encourager les dirigeants du groupe, puisqu'ils préparent d'autres licenciements, en particulier dans sa filiale Iveco, produisant des véhicules industriels.

dans l'automobile, ces résultats prouvent en tout cas qu'elle n'empêche pas les actionnaires et les groupes financiers de faire fructifier leurs placements. Car, crise ou pas, c'est là leur seule préoccupation. Et tant pis si cela se traduit par le licenciement ou le chômage pour des milliers de travailleurs, l'accroissement de la charge de travail pour les autres, du moment que les profits augmentent.

Au moment où l'on annonce avec insistance un déficit de plusieurs milliards de francs chez Renault, ces résultats sont largement repris et présentés comme l'exemple à suivre par la presse des milieux patronaux français.

Mais les travailleurs, eux, n'ont aucune raison de s'incliner devant ces choix. Ils n'ont aucune raison d'accepter une dégradation de leurs conditions d'existence pour permettre aux nantis de faire prospérer leurs richesses.

A l'heure où l'on parle de crise

Roger MEYNIER